

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
N° 636 VENDREDI 29 NOVEMBRE 1974 - 3,50 F

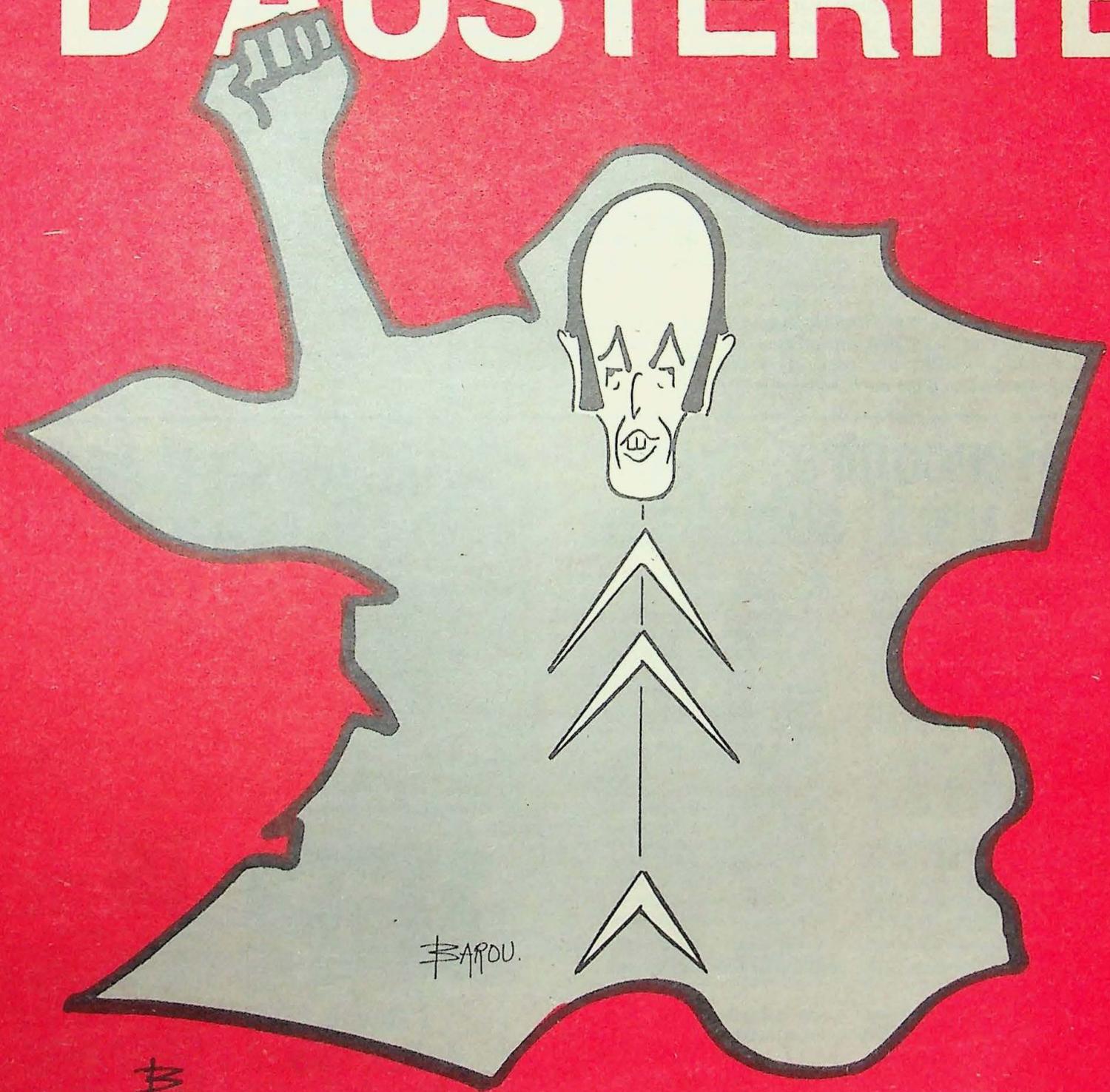


Tribune socialiste

TS

**IL FAUT
CASSER
LE PLAN**

D'AUSTERITE



Les échecs de Michel Rocard

Eh bien c'est fait ! Après des mois de dénégations indignées, l'ancienne direction Rocard-Chapuis a enfin parlé clair. En décidant à Saint-Etienne de refuser de participer au IXème Congrès du PSU, en annonçant qu'elle quittait le PSU, et en formulant sans ambages sa volonté d'intégrer le PS, cette direction a montré, sous son véritable jour, la politique qu'elle menait depuis plusieurs mois.

On comprend mieux aujourd'hui pourquoi, alors que le Manifeste de Toulouse puis les décisions du Conseil National de Paris avaient rencontré un grand écho, l'ancienne direction nationale a refusé de développer les actions nécessaires au niveau des luttes sociales comme des luttes politiques. Son objectif était devenu autre.

Comme nous l'écrivons dans un communiqué en réponse à l'article de Thierry Pfister dans Le Monde du 26 novembre : « L'assemblée de Saint-Etienne qui a pris cette décision a, en réalité, fait le constat du double échec de Michel Rocard et Robert Chapuis : échec au sein du PSU, où ils risquaient d'être laminés au prochain Congrès, ce qui explique leur refus d'y participer : échec par rapport au parti socialiste puisqu'ils reconnaissent, après six mois de tergiversations, qu'il s'agit d'y adhérer sans autre forme de procès ».

Pour tenter de justifier la scission, l'équipe Rocard-Chapuis prétend qu'elle n'aurait pas été autorisée à présenter un rapport d'activité ni à discuter du bilan des Assises. Le rapport d'activité de l'ancienne direction avait été publié dans TS et la discussion sur les Assises était annoncée au moment où ils énonçaient ces contre-vérités.

Michel Rocard et Robert Chapuis iront donc au parti socialiste en se situant, annonce-t-on, dans la mouvance de François Mitterrand dont ils dénonçaient, il y a peu, le rôle de leader d'un parti « attrape-tout ».

Cela étant, grave serait l'erreur de confondre l'ancienne direction avec la grande majorité des camarades du courant I qui, même s'ils ont certains points de divergence avec la majorité, n'ont en aucune façon l'intention de quitter le PSU. Ils ne veulent pas le quitter et ne le quitteront pas pour une raison très simple : parce que le PSU, c'est le parti qui a été le premier à mener une lutte conséquente contre la guerre d'Algérie, parce que c'est le parti qui a su comprendre la volonté profonde des masses en faveur du contrôle ouvrier et pour un socialisme autogestionnaire, parce que c'est le parti qui n'a cessé de promouvoir et de soutenir les luttes et les actions surgies dans des secteurs très divers, et sous des formes nouvelles (femmes, lycées, minorités nationales, armée, etc).

En ce sens le PSU après son prochain Congrès ne sera nullement « nouveau » mais fidèle à ce qu'il a eu de meilleur et qui reste pleinement valable.

Par contre, ce PSU renforcé sera aussi le parti, qui, une fois pour toutes, saura en finir avec le culte des personnes, le mépris de la direction collective, le dilettantisme dans les méthodes de travail, l'ignorance des aspirations et de la volonté des militants. Mais ce changement nécessaire n'est pas, loin de là, une question statutaire ou organisationnelle. Pour l'essentiel, c'est notre capacité de lutte qui est déterminante. C'est dans la mesure où nous saurons en finir avec la coupure entre la théorie et la pratique, entre les paroles et les actes ; c'est dans la mesure où nous saurons agir en liaison étroite avec toutes les luttes et toutes les initiatives des travailleurs, que le PSU pourra s'insérer profondément dans la lutte des classes, qu'il contribuera — en alliance étroite avec tous les révolutionnaires authentiques — à la victoire du socialisme.

André Barjonet ■

Rencontre avec le parti socialiste

Une délégation de la Direction Politique Provisoire du PSU, conduite par Michel Mousel, a rencontré, le 29 novembre, une délégation du comité directeur du parti socialiste, conduite par Gérard Jacquet.

Après un échange de vues sur la situation politique, et plus particulièrement sur les problèmes qui se posent au sein de l'union de la gauche, les représentants du PSU ont fait un certain nombre de propositions d'action unitaire.

Ils ont évoqué la nécessité d'envisager, à l'échelon national et départemental, l'organisation d'une riposte commune des organisations politiques et syndicales à la politi-

que d'austérité du gouvernement. Cette action commune pourrait se concrétiser par la généralisation d'assises sur l'emploi et par le soutien aux luttes des travailleurs de la fonction publique et de l'industrie privée.

Notre délégation a également proposé que, dans les domaines de l'action sur l'armée, les problèmes de l'avortement et de l'action régionale, les responsables des deux organisations se concertent.

A la suite de cet échange, la délégation du parti socialiste doit saisir le bureau du PS de l'ensemble des problèmes et des propositions évoqués. Une deuxième réunion doit se tenir dans les semaines à venir.

Lisez le dernier numéro du **Courrier des Entreprises** avec au sommaire :

- 1) contre le chômage, quelle garantie ?
- 2) Houillères de Lorraine : rien n'est réglé
- 3) où va la CFTD ?
- 4) union CGT-CFDT ; les impasses du réformisme
- 5) réponse à Georges Sarre

Abonnez-vous ou retirez le à la librairie de TS

Pourquoi la grève illimitée à l'ORTF ?

Le 25 novembre, la réunion de la Commission de répartition des postes de journalistes de l'ORTF confirmait que 261 journalistes contractuels ne trouveraient pas place dans les nouvelles structures, dont 90 travaillant aux émissions vers l'étranger. De même, presque tous les pigistes permanents (250) seraient sur le pavé. En tout, un tiers des journalistes de l'ORTF vont se retrouver sans travail.

C'est à la suite de cette information que les journalistes de l'ORTF ont proclamé sans préavis une grève illimitée. Ils ont occupé le bureau de Marceau Long en exigeant une négociation immédiate. Ils ont été refoulés par la police qui a matraqué un certain nombre d'entre eux. La grève a été reconduite par l'intersyndicale.

TEEP
direction guy rorot théâtre national

BERTOLT BRECHT
L'Opéra de Quat'Sous
Musique : Kurt Weill
Mise en scène : G. Rétoré
17, rue Malte-Brun Paris 20e
M° Gambetta - tél 636.79.09

ts HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Christian GUERCHE et Victor LEDUC.
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Composition : CADET-PHOTO-COMPOSITION

Là où la résistance ouvrière s'est affirmée avec force et dans l'unité, comme ce fut le cas pour les éboueurs parisiens, des concessions ont été faites pour mettre fin à la grève. Là où la moindre brèche était ouverte dans le front ouvrier, la volonté du gouvernement de laisser pourrir la grève par tous les moyens était évidente. On a fait appel aux soldats du contingent pour remplacer les éboueurs et les postiers. On a fait évacuer par la police les centres de tri, occupés par les grévistes. On a mis en place un circuit parallèle de distribution du courrier, avec l'aide des Chambres de commerce, ces donjons du capitalisme « antimonopoliste ».

Petite carotte...

La grève spontanée des postiers a paralysé en grande partie l'activité du pays. Si elle n'a pas atteint ses objectifs, c'est en raison du soutien insuffisant des autres syndicats, de l'inexistence des comités d'usagers et, surtout, de la division semée parmi les grévistes par l'attitude des dirigeants de Force Ouvrière, désavouée d'ailleurs par de nombreux postiers membres de cette confédération.

Le gouvernement a relancé la négociation dans la fonction publique et le secteur nationalisé en la cloisonnant le plus possible. D'autant plus vite que le climat social, loin de s'améliorer, risquait de devenir plus orageux. Non sans raison ! Cent mille chômeurs en plus enregistrés en un mois, leur nombre passant de 530 000 à 630 000 ; les licenciements se multiplient et ne se limitent plus aux « canards boîteux » honnis de M. Fourcade. Ce sont les grandes firmes qui, dans l'automobile, dans l'électronique, dans la chimie, annoncent la diminution de leur personnel, la réduction de la durée du travail, des mises en chômage technique, etc... La crise économique a franchi un nouveau palier.

Le directeur de la production industrielle de Giscard reconnaît que, pour rendre l'industrie française compétitive, (donc elle ne l'est pas !), il importe de la restructurer, en sacrifiant des secteurs entiers, tels que le textile et l'auto, voués à la concurrence de la main-d'œuvre à bon marché des pays sous-développés. « Des milliers d'entreprises de l'industrie traditionnelle » doivent disparaître, a-t-il déclaré.

Cette franchise brutale n'est pas dépourvue d'habileté. Il s'agit de faire peur. Attention, écrivent les porte-parole de la bourgeoisie, nous sommes engagés dans une lutte sans merci, les travailleurs doivent accepter, s'ils veulent que l'économie marche, les sacrifices qui s'imposent. Sinon, s'ils ne sont pas « raisonnables », s'ils suivent les mauvais bergers, ces moutons qui risquent de devenir enrégés, alors, à leur corps défendant, les capitalistes investiront ailleurs, là où le taux de profit est plus élevé et la combativité ouvrière encore faible et sporadique.

Car il faut réduire à la fois les prix de revient et la consommation pour exporter davantage. Là est le salut !

Les luttes l'unité et... la politique

Le premier round du match gouvernement-syndicats n'a pas été concluant. Bien que traités de démolisseurs de l'unité nationale, de politiseurs de grèves, de saboteurs du redressement économique et financier, les responsables des principales centrales syndicales ont montré que leurs consignes d'action ont été suivies par un nombre considérable de travailleurs.

Quant aux princes qui nous gouvernent, après avoir tâté les défenses du prolétariat et apprécié le degré de sa combativité, ils ont renoncé à engager une véritable épreuve de force. Aux menaces du début ont succédé les proclamations apaisantes, « les démolisseurs de la veille redevenant les partenaires sociaux du lendemain ».



Hélas, la contraction du marché intérieur n'a pas empêché les exportations de tomber de deux milliards en un mois. Hausse persistante du coût de la vie, dépassant 1 % par mois, baisse du niveau d'existence d'un nombre grandissant de travailleurs,

reconnaissons que M. Fourcade a bien refroidi l'économie française !

... et gros bâton

Ce succès à rebours n'entame en rien ses certitudes. Il persévère dia-

boliquement. Les travailleurs doivent se serrer la ceinture. Les entreprises marginales doivent disparaître. On soutiendra les plus viables en relâchant un peu le garrot du crédit et en les arrosant avec l'argent des contribuables. Giscard ne peut tout de même pas se couper de ses assises sociales.

Comme pour les chômeurs, qu'on se propose d'entretenir juste au-dessus du niveau de la misère physiologique, on s'efforce de rendre le moins choquant possible le processus d'élimination des entreprises inadaptées. Les rythmes s'étant accélérés, les sacrifiés en puissance protestent. Certains se demandent même si Mitterrand n'aurait pas été plus compréhensif ! « On souhaite toujours d'avoir le Président qu'on n'a pas » a dit Giscard.

Les plus récents sondages montrent à quel point l'image de marque de Giscard et de Chirac se détériore dans l'opinion publique. Le pessimisme est général ; non seulement les travailleurs, mais les classes moyennes, ne croient plus aux remèdes qu'on leur impose. 77 % d'entre eux prévoient l'aggravation de la crise. La conscience sociale rattrape au galop l'existence (sociale...)

Les difficultés augmentent. Il faut manier avec dextérité la carotte et le bâton. Petite carotte et gros bâton ! Mais voici que les travailleurs prennent au sérieux leur droit au travail. Dès qu'on les menace de licenciements, ils occupent, ils manifestent. La crise n'a pas émoussé jusqu'à présent leur détermination.

D'autres formes d'action...

La grève des postiers montre qu'il faut s'attendre à des conflits âpres et difficiles. Or les syndicats ne disposent pas d'un trésor de guerre. Leurs ressources sont modestes. C'est là-dessus que comptent gouvernement et patronat pour user la résistance ouvrière. La réplique, la seule efficace, est la solidarité de classe. Comités de soutien des usagers lors des grèves dans les services publics ; comités des consommateurs lors des grèves touchant les produits de première nécessité ; comités de liaison entre ceux qui se battent en première ligne et les autres, dont le sort ultérieur dépend de l'action en cours.

Aucun de ces multiples comités, surgissant de l'initiative populaire, ne doit s'opposer ni se substituer aux syndicats qui restent les maîtres d'œuvre des luttes revendicatives. Encore faut-il examiner, à la lumière des récentes expériences, quels sont les moyens d'action les plus adéquats, dans quelle mesure les formes traditionnelles d'action doivent être durcies, assouplies ou remplacées par des formes nouvelles.

Les journées d'action, qui perturbent peu la production, sont-elles adaptées aux circonstances ? Nous avons été frappés par la résolution des grévistes dans les services publics, assurés de retrouver, en majorité, leur emploi, et par les réticences des travailleurs des en-

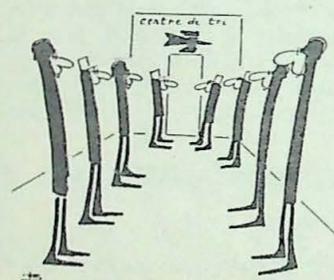
treprises privées à se mettre en grève.

Moins de 15 % de grévistes dans ce secteur au cours de la récente journée d'action du 19 novembre, alors que des foules compactes participaient aux manifestations, presque aussi nombreuses qu'en mai-juin 1968, à Paris comme en province. Ne faut-il pas rectifier le tir et proposer d'autres formes de lutte, telles que grèves tournantes, grèves bouchons, arrêts de brève durée avec meeting sur le lieu de travail, débrayages en fin de journée, pour se joindre à une manifestation, etc...

Ce qui compte, c'est la diversité des formes d'action adaptées au terrain et au niveau de combativité du personnel. Il importe d'occasionner le maximum de perturbation à l'usine en prenant le minimum de risques. Dans chaque cas, c'est aux syndicats et aux assemblées générales qu'appartient la décision.

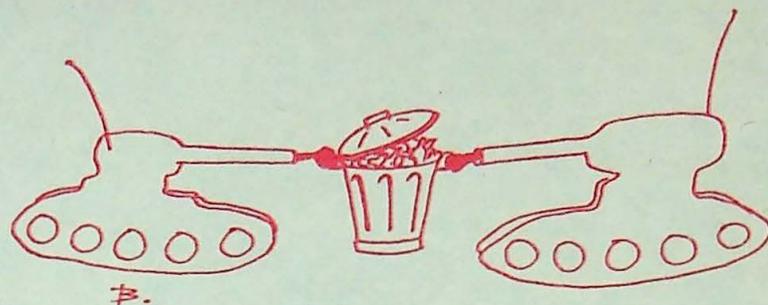
Ajoutons que les revendications elles-mêmes devraient être sélectionnées en fonction de l'actualité. L'objectif principal est le maintien de l'emploi et du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est en partant de ce front de défense qu'on pourra élargir, en cas de succès, et passer à des actions offensives d'essence anti-capitaliste.

La haie d'honneur



Autant la souplesse tactique devrait présider au choix des actions ponctuelles, autant la grève devrait revêtir une forme plus structurée quand il s'agit de la fermeture de l'usine ou des licenciements massifs. En ce cas, il faut être prêts à mener une lutte de longue durée, occuper l'usine, organiser la surveillance et l'alimentation collectives, y faire participer tous les grévistes, faire appel au soutien matériel et moral des travailleurs de la localité, de la région, parfois du pays tout entier (Joint Français, Lip); associer à l'action de solidarité les petits commerçants et les paysans travailleurs, qui dépendent de la clientèle ouvrière (Nantes, Saint-Brieuc).

Il faut savoir terminer la grève dans les meilleures conditions. En obtenant le maximum d'avantages; en évitant l'effritement et l'abandon. Entre ces deux bornes se place le choix, toujours modulé, des grévistes. Ne pas rentrer trop tôt, alors que la combativité n'est pas entamée; ne pas persévérer, alors que la fatigue, le découragement, se font sentir... On ne peut pas toujours obtenir l'entière satisfaction. Parfois, il faut rentrer avec des résultats médiocres parce que le personnel commence à fléchir. Il vaut mieux entrer sans succès notable, mais en-



semble, et en empêchant des sanctions, que de tenir au-delà du supportable et d'exposer les plus combattifs à la vindicte patronale.

Le compromis est à peu près inévitable dans la lutte contre les empiétements quotidiens du capital. Il n'est pas souhaitable pour autant d'annoncer d'avance que la revendication présentée peut être réduite. Il vaut mieux demander moins et s'y tenir plus longtemps. Les concessions trop tôt consenties peuvent avoir un effet démoralisant sur les grévistes.

Il nous semble peu opportun et surtout peu efficace de faire grève pour imposer la négociation. La grève, ou toute autre forme d'action, vise à imposer les revendications et non la négociation. Celle-ci est le sous-produit de la lutte de classe. Appeler trop tôt à la négociation, à proposer d'avance un compromis « raisonnable » (raisonnable pour qui?), on risque d'affaiblir le moral des grévistes et leur faire accepter des concessions insuffisantes ou trompeuses.

Citons à titre d'exemple le nouvel accord sur les licenciements collectifs pour raisons économiques que seule Force Ouvrière a contresigné et qui ouvre la porte à tous les abus. Est considéré comme collectif le licenciement d'au moins dix salariés au cours de trente jours. Il suffit que le patron établisse un calendrier précis et mette à la porte tous les mois neuf de ses salariés pour qu'il échappe aux effets de cet accord.

Dans de telles conditions, il est préférable de refuser l'accord et d'expliquer les raisons de ce refus



que de se rendre complice, conscient ou inconscient, de la manœuvre patronale. Tout licenciement, quels qu'en soient les motifs, constitue une atteinte aux conditions d'existence du travailleur. Il doit être dénoncé et combattu avec la plus extrême énergie. Pas de licenciement sans reclassement à un emploi équivalent, tel est notre mot d'ordre.

Il nous reste à examiner le fameux reproche de politisation des grèves. Il a intimidé certains postiers en grève qui ont refusé le soutien des organisations politiques ouvrières. Ils ont eu tort. Car une telle accusation n'est qu'une manœuvre d'intimidation et de division des forces ouvrières. Le soutien solidaire de toutes les organisations ouvrières, tant politiques que syndicales, aurait renforcé le front de lutte, l'aurait rendu plus solide face à l'Etat-patron, soutenu sans distinction par le grand patronat du CNPF et par les PME.

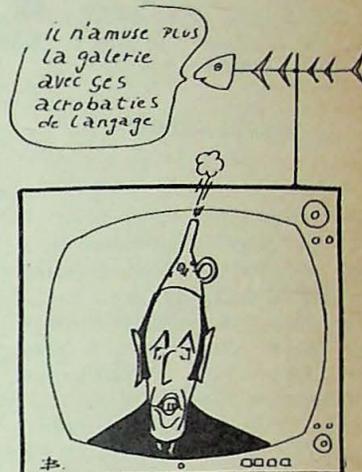
Renoncer à faire de la politique ?

Ils ont eu tort parce que la lutte contre l'Etat-patron revêt, qu'on le veuille ou non, une dimension politique. La fiscalité, les investissements, l'exportation, le budget, dont chaque chapitre a une signification politique précise, les effets cumulatifs de toutes ces mesures, frappent les travailleurs et leurs familles, favorisent et protègent les intérêts de la bourgeoisie. Tout le monde fait de la politique, les travailleurs le font le plus souvent comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Quand les tenants du capitalisme dénoncent les méfaits de la politique, c'est qu'elle ne leur convient pas. Dépolitiser les travailleurs, c'est les livrer, pied et poings liés, et surtout le cerveau obscurci, à leurs, c'est les livrer, pieds et poings de la politique, c'est, pour un travailleur, accepter l'esclavage capitaliste à perpétuité.

C'est pourquoi, au lieu d'affirmer, contre l'évidence, le caractère apolitique des luttes revendicatives engagées contre l'Etat-patron, il faut proclamer hautement la nécessité de casser le plan d'austérité de Giscard, de faire échec à sa politique génératrice de chômage et de misère. C'est pourquoi les partis politiques ouvriers auraient dû s'associer aux actions et aux manifestations organisées par les syndicats en leur donnant la dimension politique qui leur faisait défaut.

C'est pourquoi, sans jamais refuser de négocier secteur par secteur, voire entreprise par entreprise, sans jamais refuser un compromis passager permettant d'améliorer ses conditions de travail et de vie, la classe ouvrière devra tendre à renverser le pouvoir en place. Pour y parvenir, il importe de réaliser la coordination des forces politiques et syndicales, ainsi que l'unité populaire à la base, autour des objectifs communs.

Victor Fay



à propos du texte des Camarades du Rhône

L'évolution rapide de la situation du parti (décision de l'assemblée de St-Etienne) rend évidemment sans objet les propositions concrètes faites par les camarades qui se sont exprimés dans le texte « autonomie du PSU et dynamique des Assises ». Ces propositions avaient pour objet de réaliser une large majorité dans le parti autour d'une ligne à la fois réaliste et offensive. Elles ne peuvent plus être opérantes pour les mois qui viennent — des signataires de ce texte ont donc décidé de le retirer en tant que texte d'orientations. Ceci ne signifie nullement qu'ils abandonnent l'analyse politique de fond qui soutenait ces propositions. Ils la jugent plus que jamais indispensable. Aussi proposent-ils ce texte aux militants comme ligne générale d'amendements au texte d'orientation présenté par la DPP; ils demandent donc le vote de ce texte dans les sections et fédérations. Les aspects nouveaux de la situation nécessitent néanmoins que la fin de ce texte soit modifiée. Une nouvelle rédaction partielle en sera proposée par les signataires.

● Communiqué

Nos amis de « LISA » (imprimerie militante de Dijon) cherchent d'urgence un conducteur Offset qui accepterait de travailler sur la machine Offset de LISA (salaire brut prévisible : 1 600 F par mois). Un jeune militant sortant du CET Imprimerie pourrait convenir. S'adresser à D. Clerc 16 (80) 41.04.56.



Il ne suffit pas d'un Programme commun

On a spéculé et l'on spéculera encore longtemps sur les raisons du conflit qui s'est instauré à l'intérieur de l'Union de la Gauche. « Tir d'artillerie, sans raisons sérieuses », dit François Mitterrand. Pas de tir d'artillerie, mais « des raisons sérieuses », répond René Andrieu. Nous avons tendance à croire qu'il y a à la fois tir d'artillerie et raisons sérieuses ? Nous ne reprendrons pas, comme la plupart des commentateurs l'examen détaillé des motifs plausibles et des explications fantaisistes : Reculs électoraux du P.C. au profit du P.S., fort courant de mécontentement à la base du P.C. à l'égard des partenaires locaux de l'Union de la Gauche et inquiétude quant à l'orientation de leur parti au lendemain des présidentielles, volonté de faire échouer une tentative ou une tentative de ralliement du P.S. à une opération centre-gauche, etc... Parmi les explications fantaisistes, citons celle de Thierry Pfister dans le Monde qui fait tout reposer sur des batailles intérieures au Bureau politique du P.C. Il n'est pas besoin d'être

grand expert en « Fabienologie » pour savoir que les choses ne se passent pas ainsi et que l'idée d'un Roland Leroy se rendant dans les Fédérations du P.C. pour y combattre la résolution du Comité Central est tout à fait aberrante, de même que, en l'occurrence, celle d'une pression internationale.

Pour aller au-delà des raisons circonstancielles il faut bien voir que la crise de la stratégie de l'union de la gauche était inscrite dans ses prémisses et, que la crise économique et sociale n'a fait que la précipiter.

A la base de cette stratégie, il y a l'idée que la social-démocratie est l'alliée privilégiée des Partis Communistes pour une conquête pacifique du pouvoir par la voie électorale et pour le passage au socialisme. Cette idée a été poussée si loin que même lorsque la S.F.I.O. faisait manifestement le jeu de la bourgeoisie la plus rétrograde, elle n'était pas abandonnée. Qu'on se souvienne du vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. Elle était maintenue en Mai 68 et l'absence de toute perspective commune avec le Parti Socialiste servait alors de justification au refus d'engager la lutte contre le régime sur un autre terrain que celui des élections. Elle était maintenue encore après les élections présidentielles de 1969 qui voyaient l'effondrement de la vieille S.F.I.O.

Cette obstination a eu sa récompense puisque le Parti Socialiste a fini par signer en 1972, un Programme Commun de Gouvernement. Mais elle a aussi puissamment servi à la construction et au développement du parti de François Mitterrand. Si celui-ci pouvait se vanter, après l'élection présidentielle de 1965, d'avoir « sorti les communistes du ghetto », le P.C. pourrait se glorifier d'avoir sauvé, après 1969, les socialistes du néant. Mais on ne redonne pas, sans danger, dans un pays comme la France, vie et force au réformisme. Aujourd'hui, les communistes s'aperçoivent à leurs dépens que leur allié privi-

légié, grossi de tout ce qui les refuse, peut devenir le maître du jeu parlementaire et gouvernemental, dans le cadre même de leur stratégie commune. De ce point de vue, Mitterrand n'a pas tort lorsqu'il proteste de sa fidélité aux engagements conclus. Fidèle, mais jusqu'à quand et quelle garantie en a-t-on quand change en sa faveur le rapport des forces ?

En vérité la garantie ne pouvait résider dans un accord de sommet. Elle ne pouvait, elle ne peut résulter que de l'organisation commune et de la mobilisation des masses populaires sur des objectifs auxquels elles adhèrent profondément parce qu'ils traduisent leurs propres aspirations et inspirent leurs luttes. Mais il y a là quelques contradictions avec la stratégie actuelle dite d'union de la gauche. Avons-nous tort de voir à travers le conflit P.C. - P.S. le début, dans les faits, d'une mise en cause de cette stratégie ?

Une telle remise en cause est également rendue nécessaire par l'accentuation de la crise du capitalisme. Si les communistes refusent sous Giscard ce qu'ils acceptaient sous Pompidou — la formation d'un gouvernement de gauche après un éventuel succès électoral sans poser le problème de la présidence — n'est-ce pas parce qu'ils ont conscience du fait que le Programme Commun, qui supposait une croissance économique intensifiée dans le cadre du système n'est pas applicable dans la conjoncture actuelle ?

Dès lors, le choix est entre une politique d'austérité « dans la justice » du type Delors ou Rocard et une politique résolument anti-capitaliste, ne se contentant pas de quelques nationalisations, mais ouvrant par des changements fondamentaux des structures économiques et politiques, la transition au socialisme.

Tout en rejetant la première solution, le P.C. n'a pas fait choix de la seconde. Mais tant qu'il n'aura pas choisi, sa stratégie continuera de faire le lit de la social-démocratie.

Victor Leduc ■

FCR : Sortir de l'impasse ?

La vivacité du débat qui se déroule actuellement au sein du FCR, dans le cadre de la préparation de son premier Congrès, n'a rien de surprenant. L'entrée du capitalisme dans une phase de crise aux traits nouveaux, les conséquences de cette situation dans le caractère et les formes de la lutte des classes, posent à l'ensemble du mouvement ouvrier des questions auxquelles ne peuvent répondre les schémas et les propositions mécaniquement répétés depuis des années, voir des décennies. Depuis cette année, l'extrême-gauche est entrée dans « l'après 68 » : il était temps !

Méné discrètement, pendant longtemps, le débat éclate au grand jour.

Le caractère de la discussion à l'intérieur du FCR est évidemment particulier, rempli de références héritées d'une certaine tradition historique ; là n'est pas le principal. Il convient de s'en dégager pour extraire les éléments fondamentaux des orientations proposées par les 3 tendances et demie du FCR : trois et demie, dirons-nous, car il ne nous est pas possible d'affirmer si la « rumeur » qui fait de la tendance 4 un courant lambertiste infiltré est fondée. Force est de reconnaître la pauvreté de ses analyses (ah, les radicaux !) et de ses propositions.

Une divergence de ton oppose, d'une part, la tendance

(Lequenne) et, de l'autre, les tendances 1 (Filoche) et 2 (Krivine-Vincent), auxquelles la première nommée reproche leur ouvriérisme. Cette divergence part de l'analyse des forces et classes sociales dans notre société.

Pour la tendance 3, il y a prolétarisation des ingénieurs, des techniciens, des enseignants et de la jeunesse scolarisée. Cette extension du concept de prolétariat mériterait pour le moins une analyse poussée : sur le caractère mixte des revenus des couches moyennes salariées, et donc la nature spécifique de leurs intérêts et de leurs aspirations, ainsi que sur l'hétérogénéité de la jeunesse scolarisée, en constant renouvellement, où les origines et les devenirs sociaux sont très divers. Quels sont les faits traduisant l'existence d'une conscience de classe dans cette dernière couche sociale, quelle est sa capacité de passage, à l'instar de la classe ouvrière, de l'en soi au pour soi ?

Autant de questions sans réponses... et pour cause : il ne s'agit pas là d'une démarche de réflexion théorique, mais d'un moyen de théoriser un état de fait, et de trouver une solution de substitution au problème que pose à l'extrême-gauche son incapacité à s'implanter profondément et durablement dans la classe ouvrière. Cette incapacité est d'ailleurs justifiée par... l'absence (inexpliquée) d'une avant-garde ouvrière consciente.

En attendant qu'elle se constitue, le FCR doit poursuivre son travail d'implantation dans ces fameuses « couches nouvelles », du prolétariat qui pourront aider à cette constitution.

La lutte des classes se trouve assimilée au billard : la boule « révolutionnaire » pousse la boule « couches nouvelles » qui pousse la boule « avant-garde ouvrière » laquelle propulsera la grosse boule « larges masses ouvrières » vers la révolution. Mais comment le « nouveau prolétariat » pourra-t-il jouer un rôle moteur dans l'avenir, alors qu'il n'a pu le faire dans le passé ? La tendance 3 n'apporte pas de réponse à cette question, et se contente de la contourner, en parlant du caractère récent de ce fameux processus de prolétarisation des classes moyennes : la crise n'a pas éclaté, parce qu'elle n'était pas mûre...

Dans l'immédiat, il y a là une tentation qui s'exprime admirablement par la formule « le plus facile est en même temps le plus correct », et qui est très répandue aujourd'hui dans de larges secteurs d'extrême-gauche. Elle ne peut mener qu'à des politiques de renforcement provisoire d'organisations implantées dans la périphérie de la classe ouvrière, incapables de contester l'hégémonie réformiste sur cette dernière, vouées à l'attente d'une hypothétique répétition de Mai 1968. Un homme tronc qui affirme que la réputation permet d'avancer beaucoup plus vite que la course à pied n'en modifie pas pour autant les lois de la dynamique : il ne fait que sacrifier son impuissance...

Nous reviendrons sur les positions des tendances 1 et 2.
André Turquand ■

**DÉCOUVERTE
ET CULTURE
Loisirs**

325.00.09 - 633.77.78

PROPOSE POUR NOËL

10 jours de ski

du 22.12 au 2.1.75
au MORILLON (SAMOENS)
(chambres de 4 à 6 lits)

Pension complète

589 f

D'autres séjours sont prévus en février
et à Pâques.

Bon à découper et à retourner
à D.C.L.
94 rue N.D. des Champs - PARIS 6ème

Nom Prénom

Adresse

au 36ème Congrès de la FGM

Un affrontement entre deux lignes

Réunis à Grenoble entre les 21 et 24 novembre, les métallurgistes CFDT ont débattu des orientations passées et à venir de leur fédération. Ce 36ème Congrès a eu le mérite de clarifier la situation. En effet il a prouvé qu'il existe un lien direct entre le caractère fondamentalement anticapitaliste de certaines luttes (Lip, Saviem) et les conclusions politiques des militants qui y ont participé (refus de l'opération « assises »).

Le Bureau fédéral sortant a fait approuver ses positions sur le processus de « restructuration » de la gauche socialiste : rappelons que J. Chèrèque, secrétaire de la FGM a participé au comité d'organisation des assises et qu'il est apparu comme le porte-parole de la 3ème composante lors de leur déroulement. D'autre part le Bureau fédéral a fait repousser pratiquement tous les amendements des syndicats de Besançon et de la Saviem concernant la pratique syndicale dans les luttes, les objectifs revendicatifs, et la conception de l'unité.

On aurait pu croire qu'ayant fait adopter leur stratégie d'union des socialistes, les dirigeants fédéraux auraient accepté d'intégrer au moins une partie des acquis du combat des Lip quant à la conduite des luttes, la démocratie syndicale, etc... Il n'en a rien été.

S'ils avaient agi ainsi, au moins auraient-ils pu proclamer qu'ils entraient au parti socialiste sur sa gauche. Eh bien non, ils ont préféré jouer carte sur table et c'est tant mieux. Maintenant, nous savons qu'ils vont au parti socialiste sur des positions d'œcuménisme autogestionnaire bien ambigu.

Il est remarquable de constater que nos camarades PSU de la Loire (Saint-Etienne, Le Creusot, Saint-Chamond...) qui se prétendaient sur des positions de gauche syndicale et qui aujourd'hui rejoignent aussi le parti socialiste ont, eux aussi, voté systématiquement contre les acquis de Lip. Au moins, là aussi, les choses sont nettes.

Un débat politique central

Le Congrès a été marqué par un affrontement entre deux lignes politiques

— d'un côté la majorité reprenait à son compte la nécessité absolue et urgente d'un parti socialiste autogestionnaire de classe et de masse, dont le noyau central ne peut être que le PS, tout en réaffirmant son attachement à l'autonomie syndicale par rapport aux partis.

— d'un autre côté la minorité exprimait son refus de voir favoriser la mise en place d'un vaste parti travailliste, social-démocrate, teinté d'un zeste verbal d'autogestion et conservant une stratégie électoraliste. Elle se montrait fort sceptique dans ces conditions devant les proclamations de la majorité sur l'indépendance syndicale.

S'appuyant sur les syndicats des métaux de la Région Parisienne, de Besançon, Vesoul, Belfort, de la Saviem-Blainville, de Lille, Roubaix, Tourcoing, la minorité a obtenu 30 % des mandats. Il s'agit donc, dans une fédération jusqu'ici apparemment très monolithique, de l'apparition d'une forte opposition de gauche.

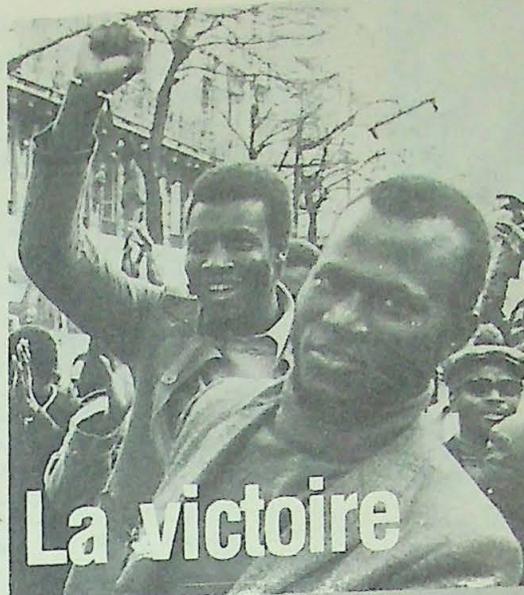
Des votes regrettables

Comment la direction de la FGM peut-elle justifier l'élimination de Vittot (Lip) et Aussant (Saviem) du Conseil Fédéral ? Il y avait à élire 33 conseillers parmi 41 candidats. Vittot et Aussant ont été systématiquement rayés. La gauche syndicale est donc sous-représentée au Conseil Fédéral.

Par ailleurs la proposition tendant à instituer le partage des mandats dans chaque syndicat sur les points de divergence a été repoussée. Selon le secrétariat fédéral, ce serait admettre le droit de tendance. (Notons que certains syndicats tels ceux de la Région Parisienne, partagent leur mandat).

Un secrétaire fédéral sortant s'adressant aux militants de Lip leur déclara : « vous avez mené une lutte particulièrement significative, mais vous vous en êtes trop servis par rapport aux autres militants CFDT qui, eux aussi, mènent des luttes significatives et vous les avez indisposés. Vous avez fait comme si vous étiez les seuls ».

Nous ne pouvons accepter ce genre de raisonnement. Comme si toutes les luttes étaient sur un pied d'égalité. Nous affirmons au contraire qu'il en est qui, par leur forme, par leurs objectifs revendicatifs, sont porteuses et de la nécessité de renverser l'Etat bourgeois, et de la société socialiste autogestionnaire.



La victoire des éboueurs

Les éboueurs, après neuf jours de grève, jugeant satisfaisant le résultat des négociations, ont repris le travail, bien que les avantages accordés restent spécifiques. Un certain flottement chez les conducteurs de benne, au moment de la reprise, montre qu'il restait encore un certain nombre de revendications non satisfaites.

Comment les pouvoirs publics ont-ils été amenés à accorder de sérieuses concessions aux éboueurs ?

Bien sûr, la grève fut totale et unanime entre les éboueurs (en grande partie immigrés) et les conducteurs de benne (généralement métropolitains). Le fait qu'ils aient participé ensemble à la manifestation du 19 novembre est un facteur de victoire non négligeable. Mais il n'explique pas tout.

Après être restée durant plus d'une semaine, sourde à toutes négociations, la Préfecture de Paris, à la demande de Giscard et du premier ministre, cède sur un certain nombre de points.

Il est vrai que les bourgeois du 16ème et d'ailleurs, commencent à supporter très mal les tas d'immondices devant leurs demeures. On peut parler l'absence de poste par le téléphone ou les coursiers, mais on n'est pas encore prêt à balayer ses propres ordures ! !

Il est vrai, également, que, compte tenu de l'importance secondaire de ce conflit face à celui des postiers, un geste en faveur de grévistes relativement minoritaires dans la situation présente, ne pouvait être que bénéfique pour l'image de marque de l'Elysée. Sa bonne volonté pour une catégorie de travailleurs « pour laquelle il faut faire quelque chose », compte tenu de leurs revendications « partiellement justifiées », lui permet d'être intransigent par ailleurs, tout en conservant un semblant de conciliation.

Mais c'est surtout parce que la réquisition de l'armée n'a pas eu les effets positifs escomptés qu'il a bien fallu en passer par la négociation, et vite. Le contingent, déjà généralement peu zélé pour les corvées de quartier à la caserne, n'a pas rendu les services attendus par Poniowski, et, de plus, ne semblait pas prendre un soin particulier pour les véhicules et le matériel qui lui étaient confiés. Comme quoi, sans refuser la réquisition qui leur a été imposée, les jeunes soldats, allant dans le sens de la solidarité de classe, n'ont pas brisé la grève. Reste à savoir s'il s'agit, vraiment, d'une prise de conscience collective, ou simplement le fait que cette corvée d'un modèle nouveau, non prévue par les règlements militaires, ne les a pas plus emballés que celles de la caserne.

Toujours est-il que preuve a été faite qu'un travailleur, quel qu'il soit, ne peut être remplacé par un militaire, par la seule volonté d'une réquisition.

Robert Rival ■

Hôpital ? Silence !

Périodiquement, une certaine presse essaie d'émouvoir le public sur le sort du personnel hospitalier. Lors d'un récent congrès d'infirmières, le ministre de la Santé, a tenté de rassurer tout le monde en annonçant que nos problèmes iraient s'améliorant... par la participation du personnel à la gestion de l'hôpital.

Et pourtant, ça bouge

Depuis le début du mois de novembre, des assemblées du personnel, à l'appel de la CGT et de la CFDT (FO, minoritaire, se manifestant rarement), préparaient une journée de grève pour le 13 novembre. Mais les travailleurs n'acceptent plus une journée de grève sans lendemain. Partie du CHU Henri Mondor à Créteil, dès le 5 novembre, la grève, reconductible, se généralisa. A ce jour, vingt et un hôpitaux de l'Assistance Publique de Paris et de nombreux hôpitaux de banlieue et de province sont dans l'action.

Nos revendications sont les mêmes que celles des postiers. Elles portent sur les sa-

Un combat difficile

Mais cela ne va pas sans difficultés avec l'administration et le corps médical. Quelquefois solidaire, ce dernier tolère, à la rigueur, une journée d'activité réduite. Mais lorsque, comme c'est le cas actuellement, la grève se prolonge, il tente de transformer en urgence les examens de routine.

D'autre part, l'administration propose des solutions expéditives contraires à l'intérêt de tous, y compris celui des malades : la fermeture partielle de certains services. C'est un escalier mécanique pour la privatisation de la santé !

Le chantage aux malades ne marche plus. Le personnel ne se laisse plus faire et nous re-

Vincennes se mobilise contre Soisson.

A la suite de l'arrêté de Soisson interdisant aux non-bacheliers de se présenter à des diplômes nationaux s'ils n'ont pas subi un examen d'entrée, la faculté s'est mobilisée. En effet cet arrêté remet en cause l'existence même de Vincennes en tant qu'Université expérimentale ouverte aux non-bacheliers.

La mobilisation touche tous les usagers (personnel administratif, enseignants, étudiants). Des assemblées générales ont lieu chaque jour. Une manifestation regroupant 2 à 3 000 personnes a eu lieu le 14 novembre. Les revendications sont les suivantes, quel que soit le recul récent du pouvoir :

— A Vincennes et ailleurs Facs ouvertes à tous les travailleurs ; non aux examens spéciaux d'entrée ; non à la sélection par le D.E.U.G. ; diplômes nationaux pour tous ; statut unique de l'agent technique à l'ingénieur ; titularisation des auxiliaires.

Quand un chef de service, à Lyon ou à Port-Royal à Paris, ferme son service, faute de personnel, la presse en parle ; mais lorsqu'il s'agit d'informer le public des luttes que nous menons à la base pour les mêmes raisons : « motus et plume cousue » !

laire (1 700 francs minimum et 200 francs pour tous) et sur les effectifs (cadres budgétaires) ; les deux sont d'ailleurs souvent en partie liées, les bas salaires et les conditions de travail entraînant de nombreuses défections au bout de quelques mois.

Cependant, eu égard à notre profession, la grève dans les hôpitaux revêt un aspect particulier : elle est surtout administrative (consultations et examens gratuits) mais se traduit aussi par un ralentissement de l'activité de soins : seules les urgences et la sécurité des malades sont assurées.

fusons d'être des « bonnes sœurs en civil ». Nous demandons d'être autre chose que des robots sanitaires et nous exigeons de dépasser notre rôle de simples exécutants de prescriptions.

Si le Ministre de la Santé refuse, pour l'instant, toute ouverture de négociations, car « on ne discute pas avec des gens en grève », les « gens en grève » eux, se sentent forts de l'appui de la population, ainsi que de celle d'une majorité des malades, à même de se rendre compte directement de nos problèmes.

Aussi sommes-nous bien décidés à continuer jusqu'à satisfaction.

Prof, militant, donc suspendu...

L'affaire se passe à Nîmes, au C.E.S. Capouchiné. Une semaine après la rentrée de septembre 74, un militant du PSU, syndiqué au SGEN-CFDT, est suspendu avec retenue de la moitié de son traitement. L'administration refuse d'abord toute explication : c'est la lettre de cachet, le bon plaisir du prince, la mise à l'écart du suspect.

Puis le « motif » est révélé, non aux délégués syndicaux, mais à un journaliste du Monde : sur un mur de la salle de dessin, que l'incurie administrative laisse depuis des années dans un état de dégradation déprimant, Maurice Bas a fait exécuter, à la fin du mois de juin (à une époque où les « bons » enseignants se contentent de faire de la garderie), une fresque à la craie ordinaire. Aucune dégradation n'a été causée mais... que représentait donc la fresque ? ? ? La fête

des moissons pour le Tiers-Monde au Larzac.

Monsieur le Directeur a bondi à l'appel du clairon. Fous d'dans. Fous d'dans ! ! il y a longtemps qu'on vous attendait mon gaillard !

En effet, Maurice Bas, 24 ans de service, est d'une compétence et d'une conscience professionnelle que n'osent mettre en cause même ses pires ennemis. Mais il milite depuis des années, et pas dans les formes anodines que l'administration veut imposer, pour les enseignements artistiques, pour les droits syndicaux, pour l'abolition du « fayotage » hiérarchique pour l'entrée à l'école de l'actualité politique et sociale.

Là dessus, il est impossible de le sanctionner : la façade des instructions offi-

cielles lui donne raison. Il faut donc trouver un prétexte, fut-il courtelinesque, comme c'est le cas. Ainsi, un peu partout, les militants politiques et syndicaux sont soupçonnés, épiés, guettés, montrés du doigt, mouchardés, mal notés, punis. Pression et répression se relaient. Secret et hypocrisie sont des armes favorites. Les nôtres sont la concertation des travailleurs, l'action de masse unitaire de la dénonciation publique des mauvais coups pratiqués en douce.

Fédération du Gard du PSU □

Comité de soutien : Jacques JOUBERT : 3 rue de Mandrin REDESSAN - Gard Tél. 87.61.52 ; Soutien financier FONTANIEU C.C.P. Montpellier 11.93.77

Quand Pasteur spécule...

Le budget de la recherche scientifique vient d'être voté à l'Assemblée nationale. Comme les années précédentes il est en stagnation, l'augmentation apparente des crédits ne couvrant même pas les effets de l'inflation. Cette orientation de la politique gouvernementale est grave car elle signifie l'abandon des objectifs fixés dans le VI^e plan. Elle contribue d'autre part à accroître la soumission de la recherche aux intérêts des industriels. En effet ce sera la recherche fondamentale, considérée comme non directement rentable, qui souffrira le plus du manque de crédits.

La lutte des travailleurs de l'Institut Pasteur se situe dans cette perspective. Ce qu'ils demandent c'est que l'Etat paie à son juste prix les recherches fondamentales qu'ils entreprennent, recherches grandement bénéfiques à la communauté nationale : découverte des sulfamides, mise au point de vaccins... En luttant aussi pour que l'Institut soit considéré comme un service public, ces travailleurs ne demandent que la constatation d'un fait : déjà la majeure partie du personnel de recherche dépend d'organismes d'Etat comme le CNRS.

Au cours d'une conférence de presse, tenue devant l'ensemble du personnel, l'inter-syndicale de l'Institut Pasteur a rejeté le nouveau « plan de sauvetage », le deuxième en deux ans, présenté par la direction. Ce plan comporte deux menaces précises pour le personnel : le démantèlement de Pasteur et l'abandon de son caractère de service public.

L'élément central du plan est une gigantesque opération de spéculation immobilière, se montant à 220 millions de francs, et consistant à vendre au prix « nouveau XVe » les cinq hectares de terrains occupés par l'Institut à Paris pour le rebâtir à Garches sur un terrain jusqu'à présent inconstructible, car situé dans le parc classé de Saint-Cloud. Les syndicats dénoncent cette volonté de la direction de transformer Pasteur en spéculateur immobilier alors que les terrains qu'il occupe ont été acquis par souscriptions publiques et appartiennent donc au peuple français.

De plus, ce déménagement aurait de graves conséquences pour l'avenir de l'Institut. Il entraînerait le démantèlement d'équipes de chercheurs et entraverait la collaboration étroite qui existe entre les chercheurs pasteuriens et ceux des Universités parisiennes.

Enfin les syndicats soulignent que ce plan n'est qu'une fuite en avant, masquant les responsabilités de la direction dans la crise financière actuelle. Ce sont ses erreurs de gestion et sa politique financière qui sont en cause. Erreur de gestion que l'installation de la production à Louviers sur un terrain tellement marécageux que le coût de la construction a dépassé de 30 % les prévisions et empêché l'achat de machines modernes nécessaires à la fabrication.

La direction s'est faite l'instrument de la politique d'auto-financement que les gouvernements de la Ve République ont imposée aux services publics. Or, vouloir financer la recherche par les profits tirés de la production à une époque où la recherche fondamentale coûte de plus en plus cher et n'aboutit pas forcément à un produit vendable, à une époque où la concurrence du secteur pharmaceutique capitaliste se fait de plus en plus forte, constitue une politique erronée qui peut être l'amorce du deuxième danger dénoncé par les syndicats : l'abandon du caractère de service public de l'Institut.

Les activités de Pasteur depuis sa création en ont fait un véritable service public, même si ses statuts sont de droit privé. La création de la branche Institut Pasteur-Production a constitué l'ébauche d'une privatisation de l'Institut, perspective particulièrement alléchante pour les trusts pharmaceutiques qui, dans le passé, n'ont pas hésité à s'emparer des découvertes des chercheurs pasteuriens pour les rentabiliser à leur profit.

C'est pourquoi les syndicats demandent la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, la négociation d'un statut unique pour tout le personnel des diverses branches : statut qui garantirait la stabilité de l'emploi, l'indépendance de travail et la possibilité pour le personnel de passer de la branche recherche à la branche production ou vice-versa, comme cela existait avant la réorganisation du secteur production.

Enfin les syndicats ont insisté sur la nécessité pour l'Etat de prendre ses responsabilités. Il doit financer, par le budget, les services que Pasteur rend à la collectivité. Le personnel de l'Institut refuse de voir Pasteur subir, sous la pression du lobby pharmaceutique, le sort des autres organismes publics comme le Commissariat à l'Energie Atomique.



IXème congrès du psu

Le IXème Congrès du PSU aura lieu les 14-15-16 décembre. Dans la séance du Samedi 14, les délégués auront à se prononcer sur

- 1°) le rapport d'activité présenté par la majorité de la Direction Nationale en place du Congrès de Toulouse au Conseil National d'Orléans, et que nous avons publié à sa demande.
- 2°) le rapport d'activité de la Direction Politique Provisoire
- 3°) les textes d'orientation qui comprennent :
 - a) le texte d'orientation de la Direction Politique Provisoire (voir TS n° 635).
 - b) le projet de résolution du « courant des Assises », publié dans TS n° 635.

rapport d'activité de la direction Politique provisoire

Assurer la continuité du PSU, telle était la tâche essentielle qui devait remplir la Direction Politique Provisoire au Conseil National d'Orléans (5-6 octobre 1974). En effet, il y a trois mois, le parti a décidé de mettre fin à son dérapage par rapport à la ligne définie au Congrès de Toulouse (Décembre 1972), et au Conseil de Paris (Novembre 73). Ce dérapage a commencé quand la direction, dont l'activité avait été approuvée il y a un an au Conseil de Paris, a remis en cause les orientations votées en engageant le processus d'intégration du PSU dans le Parti Socialiste. Dans sa grande majorité, le parti a condamné cette déviation et a donné mandat à la Direction Provisoire de remettre le PSU dans la voie qu'il avait tracé auparavant. Dans ce rapport, la DPP rend compte de la manière dont elle a rempli ce mandat.

L'objectif du rapport d'activité est de mettre en évidence les problèmes de la vie du parti. Il doit donc avoir une fonction de clarification. En conséquence il ne saurait noyer, sous la description de l'activité quotidienne, les problèmes essentiels du parti. C'est dans cet esprit que la DPP a décidé de le dépouiller des activités des secteurs et services, ainsi que des problèmes spécifiques (finances, TS, organisation). A cet effet, une série de fiches publiées dans PSU - Information présentent le bilan et dégagent les perspectives de travail des différents secteurs nationaux.

Le rapport répond à une double question : quel parti la DPP a-t-elle trouvé et, compte tenu de cette situation, quelles tâches a-t-elle assumées ? En y répondant sans complaisance, la DPP espère éclairer les militants et permettre une progression du parti.

I - Quel parti la DPP a-t-elle trouvé ?

La crise ouverte dans le parti au lendemain des élections présidentielles a souligné, en les accentuant, les faiblesses politiques et organisationnelles du PSU, dont la responsabilité n'incombe pas seulement à la DPP et au BN élus à Toulouse. Il ne saurait cependant être question de nier la part de responsabilités des anciens dirigeants mises en évidence et condamnées à Orléans. Cette situation reflète aussi la réalité du parti, qu'il importe maintenant de transformer.

II - Une organisation personnalisée

La personnalisation du Parti est un phénomène déjà connu, mais la DPP a constaté qu'il était encore plus marqué qu'on ne pouvait s'en douter. Le PSU fonctionnait sur des personnes et non sur des structures solides et collectives (Secrétariat, Tribune Socialiste), relations avec la presse). Il n'existait pas de définition du rôle des permanents du parti ; rien n'était précisé concernant leur désignation, et le contrôle politique de leur activité.

Cette situation est héritée de la social-démocratie et s'il est indispensable que les responsabilités personnelles soient claires, elles doivent être contrôlées pour assurer la démocratie interne et la continuité politique en cas de changement de majorité.

I : 2 - Une organisation dilettante

L'amateurisme sévit dangereu-

Le texte de camarades de la Fédération du Rhône, publié sous forme de « contribution » dans TS n° 634 et que les signataires avaient demandé de présenter en texte d'orientation, doit, à la demande de ces camarades, être considéré comme un amendement au texte d'orientation de la DPP. (Lire page 4)

Outre le rapport d'activité de la DPP, ce numéro contient les dernières contributions au débat qui seront publiées dans ce journal.

Un numéro de PSU-Information contiendra les contributions qui n'ont pu trouver place dans TS et qui ont été reçues dans les délais fixés.

sement dans le fonctionnement du parti. C'est une organisation où le « bricolage » est roi. Les fichiers sont déficients et la DPP a dû par exemple constituer d'urgence un fichier de relations rapides avec les fédérations. Rue Borromée, il n'y a pas d'archives, nous n'avons pas trouvé de dossier par fédération permettant de connaître tant leur état politique et organisationnel que leur histoire, leur implantation, leur orientation, etc...

Aucun circuit de remplacement, en cas de grève de postiers ou de transports, n'existe, pour assurer une liaison avec les fédérations ou une diffusion parallèle de TS.

Sur le plan juridique, l'imbroglio est total et la DPP s'est aperçue que siégeaient encore dans des organismes gérés par le parti des gens qui l'ont quitté depuis des années. La remise en ordre est indispensable pour que le parti ne prête le flanc à aucune attaque légale ou juridique.

I : 3 - Une organisation sans assise financière

TS est un gouffre financier, Syros coûte au Parti, les cotisations remontent mal, les secteurs ne disposent pas d'argent, la propagande est négligée faute de moyens financiers. La situation financière rend difficile le fonctionnement du parti, d'une part pour payer les indemnités des permanents démissionnaires, et d'autre part pour assurer la continuité politique. A une époque où les déplacements des membres de la DPP sont indispensables pour aider les fédérations, le National ne peut pas les prendre en charge.

Cette situation est d'autant moins acceptable que certaines sections ou certaines fédérations disposent de réserves financières. Le système de cotisation du parti faute d'une répartition rationnelle et en raison de la composition sociale insuffisamment ouvrière ne favorise pas l'activité militante.

I : 4 - Une organisation immobilisée

Depuis le mois de juin, contrairement aux mandats donnés par la

DPN, l'activité du parti a été négligée au profit de la seule préparation des Assises, comme si c'était la seule perspective qui lui était offerte. Cette préparation a été subordonnée à un accord de sommet avec les dirigeants du PS, dans l'optique d'une intégration rapide à ce parti, sans information des militants et sans contrôle des instances régulières du parti. Le résultat en a été un immobilisme politique où la direction ne prenait aucune initiative qui n'entraînait pas dans le cadre de son projet. Cet immobilisme a entraîné la démobilitation des militants qui se demandaient pourquoi intervenir, alors que le parti allait peut-être disparaître.

L'objectif que se fixait la DPP était de créer les conditions de la relance du parti. La situation sociale rend plus que jamais indispensable l'action du parti et la nécessité d'y trouver une issue politique. Déjà un courant d'adhésions s'est manifesté, dont il est toutefois difficile de mesurer l'importance, vue la difficulté des communications ; les meetings du Parti ont connu un réel succès, en particulier à Paris. La DPP, tout en colmatant les brèches ouvertes par un certain nombre de départs — moins important qu'on pouvait le craindre —, a contribué à travers son action politique, à créer les conditions de la relance du PSU.

I : 5 Propositions

La DPP soumettra au Congrès les premières propositions concernant les statuts, l'organisation du Parti, le contrôle financier, la désignation et le contrôle politique, par le Parti, des permanents... Elles amorceraient un processus permettant d'éviter à l'avenir les carences signalées plus haut.

II - Quelles tâches la DPP a-t-elle assumées ?

Le Conseil National d'Orléans avait ainsi confié les mandats fixés à la DPP : (2ème motion Hecet votée par 304 mandats contre 7,19 abstentions, 139 refus de vote) !



« Nous proposons dans les conditions précisément définies par la thèse 14, l'élection d'une Direction provisoire tripartite selon la proportionnelle des courants qui se sont exprimés sur le texte d'orientation.

Cette direction provisoire aura pour mission :

1°) d'assurer la continuité de la direction du parti.

2°) de désigner en toutes circonstances la représentation extérieure du parti et notamment dans la préparation et les débats des Assises (y compris au Comité d'organisation).

3°) d'assurer la vie du parti et de veiller dans des conditions démocratiques à la réunion d'un Congrès Ordinaire du parti entre le 15 novembre et le 15 décembre 1974 ».

La DPP regrette vivement que sa capacité de travail ait été affaiblie par la décision du courant I de ne pas occuper les 13 places qui lui étaient réservées, (dont 1 au Secrétariat).

2 : 1 - Créer les conditions de la vie du parti

2 : 1, 1 - L'aggravation de la lutte des classes consécutive à la crise économique a mis le Parti dans l'obligation d'intervenir activement dans les luttes actuelles. Cela s'est traduit par la reprise de l'activité militante et politique de l'ensemble des secteurs (cf. annexes présentées par les secteurs dans PSU-Information).

Le PSU a pu ainsi intervenir dans la grève des PTT, les autres conflits sociaux, la lutte contre la répression dans l'armée, la libéralisation de l'avortement, la préparation des Assises nationales du logement social, le soutien à la résistance chilienne...

2 : 1, 2 — Il s'agissait de présenter une image du PSU, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, qui corresponde à ses orientations, de permettre aux militants de reprendre confiance dans leur organisation et de prouver, par son action extérieure, sa crédibilité politique. Le PSU est ainsi apparu comme une organisation politique luttant pour le socialisme autogestionnaire.

Le PSU s'est affirmé par :
— la sortie régulière de Tribune Socialiste : dans des conditions difficiles, (démission des 4 permanents de TS), la parution de TS, prise en charge par une nouvelle équipe, qui devait se « rôder », et l'envoi aux fédérations de province malgré la grève des postiers, représentent un « résultat appréciable », indispensable aux militants et à l'affirmation externe du parti.

— les conférences de presse tenues par la DPP : la première, ayant eu lieu quelques jours après le Conseil d'Orléans, a permis d'expliquer les décisions prises par le PSU, et de reprendre les contacts indispensables avec les journalistes. D'autres ont eu lieu, avant le meeting parisien à la Mutualité du 24 octobre, à Besançon après la réunion de la DPP, du 11 novembre,

etc... Les réunions régulières de la DPP ont donné lieu à des communiqués. Le black-out de la presse à l'égard du PSU a été peu à peu levé grâce aux efforts qui ont été mis en œuvre.

— les meetings PSU : le premier meeting central a eu lieu le 24 octobre à Paris, avec les 3 Secrétaires nationaux du PSU. Il a été le meeting de relance, et a inauguré un nouveau type de contact avec les participants : questions de la salle, et réponses apportées par les camarades de la DPP, présents à la tribune. Le nombre de participants — la salle était comble —, les questions posées, et l'accueil aux propositions du PSU, ont prouvé que le champ politique du Parti, loin de se réduire, tend à s'élargir au contraire. Des meetings ont été organisés dans des villes de province : Nantes, Amiens, Auxerre, Montpellier, Villeurbanne, etc...

— de nouveaux liens entre la direction et les militants. De nombreuses assemblées militantes (Saint-Nazaire, Metz, Angers, Brest, Rouen, Le Havre, etc...) ont permis des contacts fructueux.

Des réunions régionales de secrétaires fédéraux se sont tenues avec des représentants de la DPP : à Besançon pour l'Est, à Angers pour les pays de la Loire, à Saint-Brieuc pour la Bretagne...

Cette nouvelle forme de liaison a été bien accueillie et s'est avérée efficace.

Dès maintenant, un nombre important de demandes de contacts et d'adhésions a été reçu tant au niveau fédéral que national.

2 : 1,3 — La DPP s'est refusée à régler de façon disciplinaire les problèmes posés par le comportement et les positions politiques des dirigeants du courant I, bien que ce courant se soit constitué en fraction à vocation scissionniste.

Les anciens dirigeants du parti ont refusé d'appliquer la discipline, allant jusqu'à faire des déclarations au nom du PSU, à la presse. Certaines de leurs apparitions publiques ont été contraires aux positions du Parti : citons les articles de Rocard dans *Le Monde* et *Les Echos* (où il est présenté comme un dirigeant du PS), et des interventions en province (meetings, conférences de presse, etc...) sans l'avis des instances locales du parti.

2 : 1,4 — La DPP s'est fixé pour tâche de parer au plus pressé.

En ce qui concerne TS, la DPP a considéré qu'il fallait travailler en deux temps ; faire paraître TS avec un contenu adapté à la politique du parti, après le Congrès entamer la réflexion sur la presse du parti pour la renouveler et la relancer. Le Congrès aura à discuter de ce problème, en sachant que le TS actuel ne peut pas servir de modèle.

En ce qui concerne les contacts avec les fédérations, ils ont été entamés par la grève des PTT. La nouvelle conception des Notes d'Information et de PSU-Information

n'a pu être appliquée qu'au cours des trois premières semaines. Mais il faudra continuer en ce sens. D'autre part, l'expérience des réunions régionales de secrétaires fédéraux s'est révélée très positive ; il faudra que le prochain BN s'appuie sur ces premières tentatives, qui ne sont qu'une ébauche de toutes les transformations nécessaires des rapports entre la direction nationale et l'ensemble du parti.

Le Conseil National d'Orléans s'était prononcé presque unanimement pour la participation aux Assises, et sa majorité pour en faire l'instrument d'une réelle confrontation militante.

2.2 - Assurer la présence du parti à l'extérieur

2 : 2,1 les assises

La délégation de la DPP au Comité d'organisation s'est cependant vue signifier son exclusion, décision motivée par l'existence d'un « contrat politique incluant les perspectives organisationnelles », conclu par les représentants des 3 composantes. Le Comité d'organisation considérait que la décision prise par le PSU à ORLEANS ROMPAIT LES ENGAGEMENTS. Il est devenu évident que les anciens dirigeants du PSU avaient accepté un engagement politique contraire aux votes émis par la DPN au mois de juin. Ces derniers ne se sont pas émus de l'exclusion des représentants du PSU, pas plus qu'ils ne se sont élevés contre la participation aux Assises de personnalités telles que Delors, Léo Hamon, Marcilhacy et Pisani.

La DPP n'a pas voulu exercer de pression auprès des militants qui, pour diverses raisons, souhaitaient venir aux Assises Nationales : il lui a semblé qu'ils pourraient encore mieux constater par eux-mêmes qu'il s'agissait d'autre chose que ce qui avait été officiellement affirmé dans le Parti.

C'est aussi la raison pour laquelle il convient de distinguer deux aspects dans l'opération des Assises.

D'autre part, lorsque les Assises locales ou départementales ont pu se tenir, et même dans certains carrefours des Assises Nationales, un échange fructueux a pu avoir lieu. Fructueux, soit parce qu'il a fait apparaître des divergences avec le PS (cf. par exemple, le rapport sur l'armée aux Assises Nationales), soit parce que des points communs sont apparus avec la gauche du PS et des militants de la 3ème composante ; dans ce dernier cas, nous n'hésitons pas à dire qu'il est utile de garder et même d'approfondir les contacts noués à cette occasion.

D'autre part, l'objectif réellement poursuivi par les Assises Nationales a été d'élargir le Parti Socialiste sans autres concessions que verbales. De ce fait, la portée des Assises s'est trouvée limitée ; réunion à grand spectacle, bénéficiant de l'attention des médias, elle a beaucoup moins fait parler d'elle plus tard. Beaucoup de ceux qui avaient placé leur espoir dans ces Assises (qu'ils appartiennent à la 3ème composante, au PSU ou à la gauche du PS) se sont rendu compte qu'il s'agissait d'une opération préfabriquée dont l'issue était décidée à l'avance.

2 : 2,2 - Les contacts politiques ont été repris :

— avec les organisations de gauche (syndicales et politiques) ; toutefois la reprise de discussions sur nos propositions est apparue, pour beaucoup, suspendue à la tenue du Congrès et donc à l'achèvement de la période provisoire. La DPP a été présente au Congrès du PCF. Des contacts exploratoires (la DPP n'était pas mandatée à ce sujet) ont repris avec certaines organisations d'extrême-gauche, mais aussi avec la JOC, le MRJC, Les Paysans-Travailleurs, etc...

— la même volonté de reprendre le travail et les contacts s'est traduite, sur le plan international, par l'établissement de rapports réguliers avec les organisations chiliennes : le MAPU, le MIR et le PS, et la réalisation avec eux de rencontres militantes ; par la mise en œuvre de relations étroites avec le PDUP (Italie) et le MES (Portugal), l'OLP et l'Algérie, etc...

2 : 3 — Assurer la préparation démocratique du congrès

Malgré la difficulté de trouver une salle pour le Congrès (plus de 100 salles ont été envisagées...), les difficultés de communication (transmission et remontée des textes) et les obstacles dressés par le courant I (atermolements sans fin quant à la participation à la commission de préparation du Congrès... et au Congrès lui-même), les délais ont pu être tenus. Sachant que le courant dit « des Assises » n'était pas exclusivement constitué de camarades décidés à passer au PS — loin de là —, la DPP et les représentants des courants 2 et 3 à la commission de préparation du Congrès se sont efforcés d'aplanir les difficultés qui pouvaient se présenter afin que chaque militant du PSU participe au débat du Congrès. C'est ainsi qu'a été admise la présentation par l'ancien BN du rapport d'activité qu'il aurait dû présenter à Orléans, et qui a été, de fait, rejeté par le Conseil.

La DPP s'est efforcé d'inaugurer une procédure nouvelle : préférer proposer une problématique, plutôt qu'imposer d'en haut des réponses, afin de permettre l'engagement d'un débat aussi libre que possible dans les sections ; tenant compte des propositions des militants pour élaborer l'orientation du PSU, afin que s'y exprime la pratique militante, et les préoccupations qu'elle suscite.

La manière de préparer le Congrès, la réflexion collective ainsi engagée, et l'action qui en découle, contribueront à la relance du Parti.

La tenue du Congrès, les positions qu'il adoptera, la capacité pour le PSU de les faire discuter et comprendre et appliquer, détermineront l'avenir du Parti : ou le débat sera seulement interne, ou il permettra au Parti de se tourner vers l'extérieur, et de s'insérer dans les luttes des travailleurs ; tel est l'enjeu du Congrès.



A propos de l'internationalisme au P.S.U.

PRESENTATION : Nous voulons rappeler par ce texte quelques vérités qui ne nous paraissent pas hors-sujet dans le débat qui se déroule actuellement dans le Parti sur l'approfondissement de la stratégie d'Unité Populaire. Nous pensons qu'un parti socialiste ne doit jamais perdre de vue l'indissoluble lien entre une stratégie internationaliste et sa propre stratégie sur le plan national.

La position internationale du PSU s'est définie au long des années 1960, dans une période dominée par les luttes de libération menées par les peuples colonisés ou soumis au néo-colonialisme des grandes puissances occidentales. Aujourd'hui au contraire, dans une époque de crise du capitalisme mondial, la période nous semble caractérisée par la montée des luttes anti capitalistes qui posent comme objectif à court ou à moyen terme la transition au socialisme. Les difficultés des bourgeoisies des pays industrialisés à faire face à cette crise et à cette montée des luttes peuvent donner une certaine crédibilité aux solutions réformistes de la social-démocratie ; or, en Europe occidentale, une partie importante de la classe ouvrière organisée l'est au sein des organisations social-démocrates.

Par ailleurs, l'émergence en Europe de régimes issus de l'effondrement des dictatures fascistes (Grèce, Portugal) et qui sont le fruit d'alliances complexes, doit retenir notre attention. Cela est d'autant plus important que, dans ces pays, une forte mobilisation populaire se développe (ou est susceptible de se développer rapidement), qui ne semble pas se contenter des objectifs purement démocratiques des nouveaux régimes.

Enfin, et pour ne pas rallonger la liste, rappelons que certains pays de la « périphérie » (Pérou, Ethiopie, etc...) connaissent à l'heure actuelle des régimes forts — avec les militaires au pouvoir — qui peuvent être amenés à jouer dans la région un rôle progressiste.

Ces quelques exemples, qui ne sont que des illustrations des diverses formes que peuvent prendre aujourd'hui les mouvements anti-impérialistes, et du contexte dans lequel se développent les mouvements populaires anticapitalistes, nous contraignent à une analyse sérieuse de notre stratégie internationaliste. Nous n'avons pas l'intention de clôturer cette analyse — qui ne peut être que le fruit d'un travail collectif et surtout d'une prise en charge responsable par le parti tout entier — mais seulement poser les jalons en vue d'un approfondissement de la question.

I - Pour le développement des acquis du parti

1.1. - Depuis plus de deux ans, le recul du PSU sur le plan international a été sensible. Cela est d'autant plus grave que nos acquis dans ce domaine étaient considérables. Ces acquis nous semblent illustrés notamment par :

1.1.1 - La naissance même du PSU : le combat contre la guerre coloniale en Algérie a été un ciment fondamental. Le PSU a donc dès l'origine opté pour un anticolonialisme conséquent.

1.1.2 - Le long et difficile débat qui a accompagné l'évolution du PSU sur la question palestinienne ; le parti a été amené, à la suite d'une prise de conscience exemplaire à bien des égards, à passer d'un soutien au « sionisme de gauche » à un clair antisionisme.

1.1.3 - Le travail du PSU sur les problèmes d'Europe ; les contacts établis avec plusieurs mouvements qui luttent à l'intérieur du Marché Commun ont accéléré la prise de conscience de la nécessité d'une Europe des travailleurs.

1.2 - Ces acquis ne se sont pas développés. Le PSU a traversé une période d'absence de réflexion sur les problèmes internationaux, qui l'a amené à une politique « tous azimuts » : il y a mélangé une solidarité au coup par coup, de type purement humaniste, et un tissu de relations de caractère diplomatique sans lien direct avec les luttes populaires. Nous croyons donc en l'urgence d'une orientation internationale plus conséquente, d'autant que nous avons une place importante à tenir.

1.2.1 - Le gauchissement verbal du PS (dont le récent article de Gaston Defferre sur Cuba, publié dans *Le Monde*, montre les limites) et les efforts parfois volontaristes du CERES pour donner une autre image de la politique internationale du PS, peuvent faire illusion auprès de certains camarades. Nous ne voulons cependant pas nier une évolution sensible par rapport à la SFIO atlantiste de sinistre mémoire. Mais le PS est encore marqué par son appartenance à l'Internationale Socialiste, résidu anti-communiste de l'antique IIème Internationale. Notons au passage le tour de passe-passe publicitaire du PS qui consiste à faire passer le Parti Socialiste Chilien pour son « parti-frère » sans dire que celui-ci a toujours été un parti ouvrier marxiste et que c'est le Parti Radical Chilien qui appartient à l'Internationale Socialiste.

1.2.2 - L'internationalisme du PCF ne peut, de toute évidence, qu'être conséquent avec sa stratégie de la révolution par étape, d'accession au gouvernement par la voie électorale et la lutte pour la démocratie avancée. Le consensus des PC d'Europe occidentale sur cette ligne semble un acquis : de larges fronts, sont déjà constitués, ou sont en passe d'être constitués, qui relient les PC à certains secteurs de la bourgeoisie.

1.2.3 - La solidarité internationale des groupes d'extrême-gauche, fonction de leur propre insertion dans les luttes en France, est souvent limitée. Les raisonnements de chapelle, les nombreux « a priori » dans l'appréciation des luttes dans les autres pays, vont à l'encontre d'un réel internationalisme prolétarien. Tous les mouvements se réclamant d'une organisation quelconque (par exemple la IVème Internationale ou une de ses multiples tendances) développent surtout sur le plan international des modèles de révolutions qu'il faudrait appuyer en négligeant une analyse des situations objectives. Le PSU a toujours considéré, à juste titre, que dans l'état actuel de division du mouvement ouvrier dans le monde, toute reconnaissance d'une Internationale existante et non-représentative ne peut être que nuisible. A ce sujet, nous tenons à rappeler l'incompatibilité d'une double appartenance pour les militants du PSU : cela suppose que le PSU n'entretiendra aucune relation avec la « Tendance Marxiste-Révolutionnaire Internationale », dont l'AMR est actuellement membre.

2 - A la recherche d'un internationalisme conséquent

2.1 - Si l'on considère que le P.S.U. a une place à tenir en France, il y a aussi une responsabilité sur le plan international, tant par les analyses qu'il doit promouvoir que par le type de solidarité qu'il doit développer. Notre stratégie sur le plan international doit se référer à notre position internationale, celle-ci ne trouvant réellement à s'exprimer que si elle s'insère dans la lutte de classes en France. C'est là dessus que notre réflexion doit porter ; autrement dit, il faut faire en sorte que toute option internationaliste soit liée à une pratique courante, qu'elle ne soit pas le fruit d'un seul secteur du parti, éloigné des autres secteurs (entreprises, immigrés, armée, etc...).

2.2 - Pour définir une pratique internationaliste, le parti possède, outre ses acquis cités ci-dessus, quelques axes qu'il est bon de rappeler :

— l'anticolonialisme ; cette tâche ne s'est pas achevée avec la libération de l'Algérie. Nous devons continuer notre lutte contre le colonialisme français aux Antilles et en Guyane, en Somalie (Djibouti) et dans les océans Pacifique (Nouvelle Calédonie, Polynésie) et Indien (La Réunion, les Comores), en œuvrant

sur les mots d'ordre déterminés par les organisations progressistes des peuples colonisés, et par elles seules ;

— l'anti-impérialisme, qui concerne à la fois la solidarité politique et matérielle avec les peuples en lutte contre les USA et leurs valets, et la lutte contre l'impérialisme français sous ses aspects économiques, militaires et diplomatiques ;

— l'action anticapitaliste qui se fait essentiellement dans deux directions : le développement de l'axe de l'Europe des travailleurs (coordination des luttes...) et le développement des liens avec les organisations se battant sur une ligne révolutionnaire de masse.

Ces différents aspects sont évidemment liés d'une manière indissoluble sans pour autant se recouper complètement ; nous devons être capables de cerner dans chaque action les limites inhérentes à l'étape de la lutte engagée.

2.3 - Ces lignes d'action doivent avoir essentiellement pour corollaires indispensables :

2.3.1 - Une analyse approfondie de la période, qui seule peut nous permettre de mettre à profit les expériences des autres peuples ; nous reviendrons sur ce point. Il nous faut par ailleurs définir les urgences pour chaque période et déterminer les combats qui nécessitent une solidarité plus intense, cela pour éviter une trop grande dispersion de nos forces.

2.3.2 - Un soutien résolu aux pays qui représentent l'espoir des peuples au combat, et dont les gouvernements assument avec courage le rôle de base d'appui politique, militaire et diplomatique pour ces peuples ; ce soutien entraîne des obligations qui excluent toute attitude sectaire ou « puriste » envers les gouvernements de ces pays. Nous pensons notamment — et cette liste n'est pas limitative — à Cuba révolutionnaire, premier territoire libre d'Amérique ; à l'Algérie, qui assume avec efficacité le rôle de porte-parole du « Tiers-Monde » progressiste et du mouvement des Non-Alignés, et qui apporte un soutien direct aux peuples qui luttent pour leur libération nationale ; au Yémen Démocratique et Populaire, avant-garde révolutionnaire dans cette zone névralgique de la péninsule et de l'Océan Indien ; et bien sûr, plus que jamais, au Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam et au gouvernement de la République Démocratique du Sud-Vietnam, qui expriment si clairement la lutte héroïque du peuple vietnamien.

2.3.3 - Une solidarité active qui ne soit pas simplement humaniste (encore qu'il ne faille en aucun cas négliger ce type de sensibilité) : le Chili n'a commencé à intéresser TS que lorsque la menace sur l'UPS s'est précisée. Dans les luttes de libération nationale ou les luttes anti-fascistes, il nous faut appuyer prioritairement la ligne révolutionnaire qui se dégage de ces combats, dans la mesure où un front unifié n'a pas été créé entre les diverses organisations, du type du FNL vietnamien.



3 - Des analyses indispensables à une pratique conséquente

3.1 - Il nous faut, en liaison avec notre propre combat, approfondir l'étude et la compréhension des expériences et des luttes extérieures. Pour que l'internationalisme ne devienne pas une solidarité ponctuelle et émotionnelle qui dure le temps d'une manifestation ou d'une action spectaculaire, le PSU doit être capable non seulement d'appeler à la solidarité contre le fascisme dans tel ou tel pays, ce qui reste toujours un appel abstrait, mais encore de lier les luttes de classe des autres pays aux préoccupations des travailleurs français (sur l'Union de la Gauche, les rapports entre organisations, le passage pacifique au socialisme, le problème des élections, etc...); il faut aussi trouver des formes de solidarité adéquates (par exemple la mobilisation des travailleurs des industries d'armement).

L'exemple récent de la solidarité avec le Chili illustre la faiblesse de la pratique du PSU en matière in-

ternationale : lors du coup d'Etat, le parti s'est trouvé relativement désemparé au niveau de ses analyses. Une vision schématique répandue dans le PSU, d'abord sur le « réformisme » de l'Unité Populaire, puis sur la nécessité d'un appui inconditionnel et global à tous les aspects de l'UP, a freiné le débat sur le véritable enjeu du Chili, la portée de l'affrontement de classe accentué qui s'y déroulait et la poussée du mouvement populaire. Le Portugal aujourd'hui, l'Espagne demain peut-être, sont des cas qui apportent ou apporteront aussi des expériences enrichissantes dans ce domaine.

3.2 - Du point de vue des thèmes qui nous paraissent exiger une plus grande attention du parti, nous en voyons principalement deux :

3.2.1. - Militants français, nous sommes directement concernés par les contradictions inter-impérialistes qui, quoique non principales au niveau de la lutte des classes à l'échelle mondiale, sont extrêmement importantes pour notre action et doivent être analysées avec précision. Les illusions kautskystes du « super-impérialisme », déjà détruites en son temps par Lénine, ne résistent pas à l'analyse de la dépression que connaissent les

Etats-Unis et de la crise monétaire révélant la profondeur des contradictions inter-impérialistes. Par ailleurs, la crise du capitalisme ouvre de réelles possibilités de non-alignement (explicitées par Fidel Castro dans son discours de septembre 1974 devant les Comités de Défense de la Révolution) ; l'exemple des pays pétroliers peut inciter les pays mono-producteurs à s'organiser pour lutter contre la détérioration des termes de l'échange, sans pour autant être socialistes ni même socialistes.

3.2.2 - L'évolution et la nature des luttes de classes qui se déroulent à l'intérieur des pays du « camp socialiste », en particulier en URSS et dans les autres pays du Pacte de Varsovie, doivent être examinées avec attention. Ce problème est suffisamment vaste pour que nous ne fassions que l'effleurer ; cependant, nous pensons que ces conflits ne peuvent en aucun cas être assimilés aux luttes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie des pays capitalistes ; elles ne peuvent non plus se réduire à un affrontement entre une classe ouvrière et des directions prétendument « stalinienne ». Toute simplification schématique de ce type ne fait qu'obscurcir le problème.

Conclusion : Ces quelques points soulevés ne peuvent en aucun cas trancher le débat. Certains d'entre eux étaient déjà à l'ordre du jour du Conseil de Juvisy, les autres ne sont que les rappels des points essentiels de l'orientation du PSU. Nous proposons que le parti y réfléchisse, et pour cela, que le Congrès inscrive les questions internationales à l'ordre du jour du prochain Conseil. Ce ne sera guère que la deuxième fois en deux ans ; peut-être sera-ce la bonne ?

D'ici là nous pensons que le PSU ne peut s'engager dans des initiatives qui remettraient sous une forme ou sous une autre ces acquis en question. Et nous insistons sur le caractère indispensable de notre réflexion et de notre action internationales, non pour satisfaire notre bonne conscience envers les opprimés, mais parce que c'est vital pour notre propre lutte. « L'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir, c'est aussi une nécessité » (Che Guevara).

Daniel CLAUDIN, Daniel GERAND, Cécilia JOXE, André LAUDOUZE, Jean MENDELSON, Bernard PLEGAT (membres de la Commission Internationale) ■

Stratégie internationale et lutte pour le socialisme

Les activités internationalistes du parti doivent s'inscrire dans tout le passé, dans tous les acquis qui sont les nôtres. Leur richesse, notre attachement à leur égard ne peuvent nous dispenser de la nécessaire réflexion théorique et politique qui nous a fait trop souvent défaut et qui devrait nous doter d'un cadre stratégique cohérent de référence. Aussi il est nécessaire et urgent d'organiser dans le parti un large débat sur les problèmes internationaux qui pourrait se conclure par un Conseil National. Dans cette perspective il est possible de présenter dès maintenant quelques axes de réflexion.

Il faut que nous sortions d'un certain type de travail international, conçu en termes de « spécialisation », extérieur à notre activité d'ensemble ; notre pratique dans ce domaine doit s'appuyer sur nos analyses des luttes sociales et politiques auxquelles nous participons et sur leurs répercussions sur le combat anti-impérialiste. Nous avons à nous interroger sur le lien entre la lutte de classes en France et cette lutte à l'échelle internationale. Au moment où nous entamons un débat sur le programme de lutte pour le pouvoir des travailleurs et de transition au socialisme, nous devons nous poser la question du débouché international de notre stratégie se

référant au départ à une réalité sociale et politique nationale. L'urgence nous en paraît d'autant plus grande que nous ne décidons évidemment pas du rythme des événements et qu'il ne s'agit donc pas d'attendre les conditions sociales pour définir et mettre en pratique notre stratégie à ce niveau.

En particulier le Chili a bien montré que l'intervention américaine prenait différents aspects (économique — les « multinationales, sociaux — rapports avec la bourgeoisie du pays, militaires et policiers — rapports avec forces nationales de répression) ; il est donc nécessaire de procéder à une étude concrète de ces liens et cela avec le maximum de liaisons internationales.

Lutte anti-impérialiste et lutte pour le socialisme

La crise actuelle aggrave l'hégémonie et l'impérialisme américain sur les pays capitalistes développés et sur les pays dits sous-développés ne disposant pas soit de ressources énergétiques et minérales soit de la maîtrise de ces ressources (cf Chili). Comment accentuer notre effort de solidarité anti-impérialiste, tant

dans notre soutien aux pays remettant en cause la domination des forces impérialistes sur le marché mondial que dans nos liens avec les pays écrasés à l'heure actuelle par l'impérialisme ?

Il s'agit donc de considérer aujourd'hui la nature des forces et interlocuteurs qui se battent contre l'hégémonie américaine. Une coordination de ces forces, en particulier au niveau européen, ne peut se faire que sur une base à la fois anti-impérialiste et anticapitaliste.

Au niveau mondial, cette lutte anti-impérialiste est menée à des degrés divers et sous des formes spécifiques par des mouvements de libération nationale et des Etats assez divers (au Moyen-Orient, dans le Sud-Est asiatique et en Amérique Latine, etc...). Nous n'avons pas à marchander notre solidarité à ces forces qui mènent un combat d'une difficulté extrême (Indochine, Palestine). Mais ce soutien aux Etats en lutte contre l'impérialisme et aux mouvements de libération nationale ne peut nous dispenser ni d'une analyse des forces sociales qui composent ces mouvements ou soutiennent ces Etats, ni de leurs orientations politiques. Nous devons les analyser en termes socialistes et révolutionnaires afin d'en discerner les limites et, par conséquent, de fixer le caractère de nos rapports avec eux.

Il s'agit donc pour nous de lier et d'assurer les nécessités d'une politique anti-impérialiste — en fonction d'une appréciation du rapport des forces — et notre non moins nécessaire autonomie politique et idéologique permettant d'aider à l'émergence d'une stratégie socialiste s'appuyant sur un bloc social plus homogène, car la garantie de la permanence et de l'approfondissement d'une politique anti-impérialiste conséquente réside

dans l'approfondissement de la lutte des classes interne, comme les exemples de Cuba et du Chili l'ont bien démontré.

Outre cet aspect principal de la signification actuelle de la lutte anti-impérialiste, il nous faudra en même temps

1°) réfléchir sur la nature des liens que nous devons avoir avec les organisations politiques de pays qui envoient des travailleurs en France ; cela concerne surtout le FLN pour l'Algérie, le MES (Mouvement de la Gauche socialiste) pour le Portugal, le PDUP-Manifesto pour l'Italie ;

2°) réfléchir sur les critères politiques et idéologiques que nous devons considérer en ce qui concerne les organisations révolutionnaires avec lesquelles des formes de coopération permanente doivent être établies (refus du « stalinisme », de la social-démocratie, sectarisme, dogmatisme, implantation dans la classe ouvrière, stratégie de contrôle, perspective autogestionnaire, ligne de masse, etc...) ;

3°) poser le problème des pays dits socialistes dans la mesure où la crédibilité de notre stratégie dépend ainsi de la façon dont nous nous situons par rapport à la nature sociale et politique de ces régimes. Deux questions doivent être présentes à l'esprit à ce moment là. D'abord quel type d'appui peut-on attendre de ces pays en cas de renversement du régime en France et d'accès de la gauche au pouvoir en France ? D'autre part comment éviter l'accusation d'anti-communisme tout en posant la nécessité d'un débat et d'une analyse approfondie des systèmes sociaux en vigueur permettant de mieux fonder nos rapports avec l'opposition de gauche de ces pays comme la Tchécoslovaquie ?

Bernard Ravenel (DPP, responsable du secteur international) ■



contribution au débat pour le IX^e Congrès

Notre prochain Congrès National, pour répondre aux nécessités du moment comme à celles qui se poseront à plus long terme, doit aller jusqu'au fond des problèmes, et ne pas se contenter de formules toutes faites. Or l'une d'elles mérite que l'on s'y arrête, celle d'« unité populaire », qui risque de faire l'unanimité (ou presque) dans le parti sans avoir été suffisamment définie.

Nous opposons en effet à l'« union populaire », reposant sur les partis du programme commun, cette notion plus large d'« unité populaire », qui dépasserait la première en l'étendant en particulier aux forces se réclamant de l'autogestion.

En théorie, le projet est clair et séduisant. Mais encore faut-il que dans la pratique il soit applicable ; sinon toute notre stratégie reposera sur le vide. Ou plus exactement, nous devons voir clairement les difficultés auxquelles se heurtera ce projet, de façon à éviter l'échec, qui pourra se présenter de deux façons :

— ou bien nous serons trop engagés par rapport aux organisations du programme commun, et nous serons ame-

nés à nous y rallier dans les faits, en perdant notre autonomie (et ce serait finalement rejoindre les propositions du courant Rocard-Chapuis) ;

— ou bien nous serons rejetés en dehors du mouvement populaire, et, même en ayant raison en théorie, nous ne pourrions plus l'influencer.

Pour éviter ce dernier danger, il nous faut chercher à participer aux luttes communes à côté des organisations réformistes, chaque fois que cela sera possible, sans que nous renoncions aux principes, pour nous essentiels, du contrôle ouvrier et du contrôle populaire, amorces de la future autogestion socialiste. Cela ne sera évidemment pas facile, il ne faut pas le cacher : car à part quelques cas isolés où le PSU est en position de force relative, nous nous trouverons habituellement en face de partenaires peu enclins aux concessions, sinon désireux de nous éliminer purement et simplement des luttes de masse, ou même de toute manifestation publique (voir, par exemple, l'exclusion du PSU des Assises). A ce point de vue, la confusion dans laquelle se trouve actuellement la CFDT (en grande partie à cause de l'opération des Assises) risque

de nous isoler encore plus en face de ces manœuvres.

Nous risquons alors de retomber dans le premier danger, celui de l'intégration dans le camp réformiste, auquel nous venons d'échapper au Conseil National d'Orléans.

Et sur ce point, il apparaît essentiel, comme le dit le texte intitulé « Ouvrir le PSU pour le dépasser » (TS n° 634), de poser le double problème de la stratégie électorale (unité ou autonomie) et du gouvernement (participation ou non).

Mais pour nous la réponse serait tout à fait différente de celle des signataires de ce texte :

— sur le plan stratégique, nous pensons que le PSU ne peut en aucun cas s'engager sur la même voie que les organisations dont nous savons (voir le programme commun) que les orientations sont réformistes et ne répondent pas aux nécessités de la situation, à court comme à long terme ;

— sur le plan tactique, la seule concession possible, nécessitée par les conditions actuelles (faiblesse des organisations révolutionnaires en face des réformistes, illusions persistantes des travailleurs sur les possibilités de la voie parlementaire), serait un appui électoral éventuel (mais critique) à l'union de la gauche, la participation à un gouvernement de gauche étant exclue, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles. Car aller plus loin serait mettre en cause l'autonomie du PSU et du mouvement autogestionnaire : il serait utopique de supposer que les partis de l'union de la gauche accepteraient notre participation à un gouvernement sans engagement de notre part de respecter la ligne politique du programme commun.

Sur ce point l'expérience chilienne

doit nous servir : s'il est vrai que le comportement du MIR à l'égard de l'Union Populaire (soutien sans participation d'une part, et d'autre part appui à des formes de contrôle populaire dans les entreprises et les quartiers) n'a pas suffi à empêcher l'échec de l'expérience, le travail dans l'Union Populaire d'autres organisations ne semble pas avoir donné de meilleurs résultats, au contraire : certaines d'entre elles (MAPU, Gauche Chrétienne) ont été amenées, devant l'impossibilité de modifier la politique gouvernementale, à s'aligner sur le MIR (malheureusement trop tard).

De plus il ne faut pas exclure la possibilité d'évolution du PS (ou même du PC) vers des solutions encore moins acceptables, que ce soit « l'union du peuple de France », ou la formation d'un gouvernement de gauche (à la suite d'élections ou non), Giscard restant président. Dans ce cas il nous serait encore plus indispensable de garder notre autonomie.

Cette voie de l'unité populaire est étroite et difficile ; car elle demande une vigilance continue pour éviter le glissement, soit vers une certaine acceptation du réformisme, soit dans la marginalisation, et une lutte constante pour maintenir notre ligne politique face aux appareils des autres organisations et devant les travailleurs ; mais elle nous apparaît comme la seule possible si nous voulons, dans la logique du Manifeste de Toulouse, continuer à lutter pour le contrôle ouvrier et populaire, et à plus longue échéance pour l'autogestion socialiste.

Paul TREMINTIN - J. Louis GRI-
VEAU - Claude LE PAPE (section de
Brest) ■

contribution du bureau fédéral de la région parisienne

Le Bureau Fédéral de la Région Parisienne unanime soutient le texte d'orientation présenté par la DPP. Il ne s'agit pas d'une simple affirmation de principe pour manifester notre accord avec la clarification politique effectuée lors du Conseil d'Orléans. L'approbation de notre Bureau Fédéral concerne les questions posées dans le texte de la DPP qui seront probablement les plus controversées : construction de l'unité populaire, question du pouvoir, etc...

Nous pensons que, pour la première fois, certain de pouvoir agir et se développer sur une ligne autonome, le parti doit aller au bout des questions du pouvoir et de l'insertion dans la réalité des luttes sociales et politiques. Contrairement à certains camarades, nous ne croyons pas qu'il soit « trop tôt » pour le faire.

Nous pensons cependant qu'il est nécessaire d'apporter au texte de la DPP un éclairage quelque peu différent. En particulier, la question du pouvoir doit être recentrée en fonction d'une dynamique qui n'apparaît pas suffisamment. La question du programme de l'unité populaire et celle du gouvernement n'ont de sens que si elles se situent dans la dynamique du pacte d'unité d'action anticapitaliste d'une part, dans la perspective de la révolution socialiste et de la stratégie autogestionnaire d'autre part.

Il faut également montrer tout le bénéfice que le parti retirerait de cette tactique au cas où, malgré tous nos efforts, nos tentatives d'accord ne pourraient pas se concrétiser. Ne pas le préciser peut créer des illusions, ou encore risque d'entraîner certains camarades dans des pratiques opportunistes.

Nous ne pensons pas qu'il ne s'agit ici que de simples problèmes de formulation. Nous y voyons des problèmes politiques qui doivent être clarifiés dans la résolution qui sortira du Congrès.

1°) L'unité populaire se forge dans les luttes.

Nous partageons cette idée du texte de la DPP. De fait, au travers des luttes les plus récentes, nous voyons les travailleurs définir des revendications unifiantes et des formes d'organisation qui assurent leur maîtrise. Mais il ne faut pas simplifier les problèmes. Il n'y a pas, d'un côté, l'unité populaire qui se construit dans les luttes, et, de l'autre, une traduction politique qui reste très en retard et ne dépasse pas le réformisme actuel de l'union de la gauche. La pression du réformisme se retrouve également au niveau des luttes sociales (pas de comités de soutien pour les postiers), y compris dans le contenu des revendications (ce qui explique les échecs des grèves dans la fonction publique). L'unité populaire ne peut pas se développer réellement sans que progresse la définition de perspectives politiques anticapitalistes offensives. Il serait vain d'attendre un encerclement du politique par le social, quelle que soit la vigueur du mouvement de masse. L'expérience la plus récente nous l'a bien montré, en particulier lors de la manifestation du 19 novembre.

Pour poser les problèmes du développement de l'unité populaire, il faut aussi poser ceux des accords politiques de sommet avec les organisations de gauche.

Il s'agit d'abord de relancer la stratégie du pacte d'unité d'action anticapitaliste, abandonnée en pratique depuis 1973.

Sur la base des luttes en cours, de notre action autonome dans la ligne des contrôles, en sachant utiliser les contradictions au sein de la gauche, il s'agit de proposer aux organisations politiques et syndicales de la gauche un pacte d'unité d'action qui donne à l'unité populaire des perspectives anticapitalistes offensives. Le développement de l'unité populaire n'est pas seulement une affaire de luttes à la base, le pacte n'est pas non plus uniquement une affaire d'accords de sommets, mais aussi celle des rapports de force qui s'imposeront dans les luttes.

Les développements pratiques de cette tactique ne doivent pas déboucher seulement sur une mobilisation plus large et plus offensive, mais aussi, et c'est l'essentiel, sur la constitution de comités de base où s'exprime l'autonomie du mouvement.

Il faudra apprendre à savoir, à un moment donné, ne pas essayer de faire passer tout notre programme pour réussir à le faire passer partiellement dans les faits.

Nous pensons que les objectifs du pacte et de la constitution de comités de base, qui sont nos objectifs principaux aujourd'hui, n'apparaissent pas assez dans le texte de la DPP.

Dans la dynamique du pacte qui peut commencer par des accords partiels liés à l'actualité (par exemple aujourd'hui un



accord de lutte contre le plan d'austérité), les questions du programme d'unité populaire et du gouvernement ne pourront être éludées. Il faut donc y répondre.

La question se pose aux travailleurs dès aujourd'hui lorsqu'ils tentent de mettre en pièce le plan d'austérité et qu'ils sont désorientés par les débats actuels entre le PC et le PS.

2°) Si le développement des luttes, les exigences de la mobilisation populaire, les chances de voir se développer des embryons d'organes de double pouvoir passent par de tels accords et notre participation au gouvernement, nous devons pouvoir fournir une réponse positive.

Le texte de la DPP nous semble parfaitement explicite sur ce point.

Ajoutons cependant quelques précisions. D'abord, il nous semble que c'est à cet endroit du texte qu'il faudrait placer les développements sur l'élaboration devant et avec les masses de notre programme d'action et de transition autonome. Il nous servira dans cette dynamique de point d'appui politique indispensable. C'est un élément essentiel du dispositif aussi bien en ce qui concerne le pacte qu'en ce qui concerne les questions du gouvernement.

Ensuite, au-delà de la question d'une éventuelle participation gouvernementale aux conditions exposées ci-dessus, il faut préciser que notre stratégie demeure la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois (et non sa simple transformation) et l'instauration du pouvoir direct des travailleurs. S'il faut envisager une éventuelle participation gouvernementale pour favoriser l'émergence d'organes de double pouvoir, notre objectif demeure, même au gouvernement, la conquête du pouvoir par les conseils (ou d'autres formes d'organisation autogestionnaire que se donneraient les travailleurs) et la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois qui ne se réalisera pas sans affrontements. Aucun accord électoral ou programmatique ne peut nous faire renoncer à cette stratégie. La coexistence à long terme d'organes de double pouvoir et d'un Etat bourgeois occupé est une utopie.

3°) Enfin il faut indiquer clairement que malgré tous nos efforts, il est possible qu'aucun accord ne puisse être réalisé avec les réformistes.

Un petit parti comme le nôtre ne doit pas entretenir à cet égard trop d'illusions. Mais il faut montrer justement les inestimables bénéfices que nous pourrions alors tirer des discussions publiques que nous voulons imposer dans l'action. Loin d'être contraints à capituler, nous pourrions défendre notre programme autonome sans passer pour des diviseurs professionnels ou des marginaux puristes. Nous gagnerons ainsi à nous une partie des masses devant lesquelles doivent se dérouler toutes les confrontations et avec lesquelles nous aurons mené les combats de la lutte des classes. La stratégie du pacte, nos réponses aux questions du programme et du gouvernement, ne sont que les instruments d'un objectif prioritaire : **toucher les plus larges secteurs des travailleurs.** Il est clair que, pour réaliser cet objectif, il faut aujourd'hui répondre à un certain nombre de questions comme le fait le texte de la DPP. Encore faut-il bien faire comprendre les buts que nous assignons à notre tactique, pour éliminer à la fois les illusions qu'elle pourrait faire naître, et les tentations qu'elle risque d'entraîner si elle n'est pas située clairement dans nos perspectives stratégiques.

4°) Il ne faut d'ailleurs pas privilégier une « voie royale » : la « brèche » électorale.

Le premier ébranlement peut tout aussi bien résulter d'une explosion sociale. Notons cependant que, contrairement à certains schémas sommaires, les questions du programme d'unité populaire et du gouvernement se poseront probablement tout autant dans cette hypothèse (même si, dans ce cas, elles se présentent dans des conditions différentes et très certainement favorables).

Il est clair que les perspectives que nous venons d'énoncer seraient inconcevables sans la relance de la construction d'un mouvement pour l'autogestion socialiste et les contrôles. Le développement du courant révolutionnaire pour l'autogestion est donc, plus que jamais, une des tâches essentielles du PSU.

Mais il ne s'agit pas de prétendre, comme en 1973, définir a priori les structures de ce mouvement, puis de se contenter d'attendre en laissant le réformisme dévoyer une partie du courant autogestionnaire. Par contre, le problème posé est de savoir sur quelles bases, à partir de quels axes de luttes, le développement d'un tel mouvement, non cartellisé, est actuellement possible, et comment se pose son articulation avec la recherche de l'unité d'action et de la construction de l'unité populaire. Sur ce point également, il nous paraît nécessaire de préciser ou compléter le texte de la DPP.

A) Sur la nature du mouvement

Il est exact que l'axe de lutte central aujourd'hui est celui du contrôle des travailleurs, dans, comme hors, la production. Encore faut-il bien voir que, si les luttes récentes ont été marquées par un très réel développement de « contrôle ouvrier » et de nombreuses initiatives se rattachant au contrôle populaire, la liaison entre les deux n'est pas résolue : en ce sens, le texte de la DPP est peut-être trop optimiste lorsqu'il considère l'existence d'un « courant du contrôle ouvrier relayé par le contrôle populaire ».

Cependant, nous pensons que ce serait une erreur de limiter la constitution de ce mouvement autour du seul thème du contrôle, comme le fait le texte de la DPP. Si cet axe doit en former la base, le mouvement doit affirmer dans sa dénomination même la perspective de l'autogestion socialiste. Il en va de sa crédibilité politique et donc de son impact, en particulier auprès des militants de la CFDT, c'est-à-dire de la possibilité d'aborder les problèmes politiques posés par les luttes et d'être suffisamment large pour permettre une modification du rapport de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Il faut donc lever sur ce point toute ambiguïté : il ne s'agit aucunement ici de la nième mouture d'un projet de regroupement œcuménique de tous les révolutionnaires sur une base minimum (qui serait le contrôle). S'il est essentiel de refuser de présenter l'autogestion socialiste comme une formule magique, il serait inquiétant de sous-estimer la force de regroupement que cette perspective peut avoir si nous la relient à l'axe de

lutte du contrôle, tout comme il serait grave de la laisser davantage être déformée et récupérée par le réformisme.

B) Sur sa constitution

Le texte de la DPP insiste très justement sur la nécessité de ne pas parachuter des formes d'organisation, de créer des structures cartellisées. En ce sens, il nous semble qu'un tel mouvement se constituera surtout à partir de comités autonomes ayant leur physionomie propre par branches ou secteurs et le plus souvent à partir d'initiatives (ex. débat dans une entreprise, action de circuit court, etc...). Si la nécessité de l'ancrer profondément dans le champ de la production est évidente, nous ne pouvons pas considérer comme secondaires dans un tel mouvement, ou subordonnées aux seuls besoins de la « branche ouvrière », les possibilités de développement sur les autres fronts des luttes sociales.

Le problème doit alors être posé de la constitution, pour les comités, de lieux de rencontres, d'échange et de réflexion, sur le terrain de la production, mais aussi sur les autres secteurs (consommation, ville, formation...), qui doivent être des outils favorisant l'information et le débat (par l'édition d'un bulletin par exemple). C'est ce sens, et ce sens seulement, qu'il faut donner à des initiatives telles que ce que propose le texte de la DPP (cf. 3 : 1.1.).

Enfin la capacité du PSU d'être un élément moteur dans la construction de ce mouvement nécessite plus que jamais la transformation de ses méthodes, de ses modes de fonctionnement : c'est la condition même de ce renforcement, de son ouverture et de son efficacité. Les débats sur les structures et les statuts du parti au IXème Congrès sont donc aussi des débats politiques d'une grande importance.

Gérard Akoun, Jean Barnier, Yves Barou (BF Région Parisienne), Christian Berger (Secrétaire Fédéral R.P.), Antoine Bour, Jean-Marie Demaldent (BF, RP), Serge Depaquit (Secrétaire Fédéral R.P.), Jean Francheteau, Suzanne Goueffic, André Jondeau, Pierre Jutier (BF, RP), Thierry Lelong (Secrétaire Fédéral entreprises RP), Louise Lemée, Pierre Parys, Maurice Riondel (BF, RP). ■

Une politique révolutionnaire

Pour ne pas allonger les textes, je dirai que je suis d'accord avec la contribution de la Région Parisienne sur les problèmes de l'unité, et que je comprends les préoccupations émises par plusieurs fédérations sur ce qui touche aux problèmes gouvernementaux. Je voudrais simplement préciser ce qui me paraît fonder notre démarche.

C'est à partir d'une triple constatation des pratiques du parti en ce domaine que nous avons été amenés à formuler la possibilité d'une extension de notre

champ d'intervention dans les problèmes du mouvement ouvrier :

1) Les confusions entre la tactique et la stratégie.

L'ancienne direction du parti a couvert, sous le prétexte de la nécessaire efficacité tactique, une remise en cause fondamentale de la stratégie ; à l'inverse, il nous semble que le maintien d'une stratégie par-delà les situations immédiates suppose une certaine souplesse tactique à condition d'en fixer les limites.

2) L'idée qu'il faut choisir entre une attitude révolutionnaire ou « politique ».

Les approches habituelles du courant révolutionnaire, dogmatiques (on ne saurait aborder une telle question) ou populistes (seules les luttes...), non seulement ne peuvent empêcher, le moment venu, les attitudes les plus opportunistes, mais leur servent même d'alibi (du type : « en refusant de voir les réalités, vous vous condamnez à être rejetés par les masses ») ; au contraire il faut intégrer dans une stratégie révolutionnaire tous les niveaux de l'action politique.

3) Le dérapage à droite de la critique du programme commun.

Non seulement elle est apparue trop souvent comme uniquement idéologique (et abstraite), mais, en mélangeant la critique stratégique et les critiques économiques, ces dernières ont pris le pas sur la première, et de plus en plus au nom de la rationalité dans le système actuel. Tout cela est encore pire que si

nous avions signé le programme commun ! Et montre qu'il faut discuter, au nom de notre conception de la prise du pouvoir, des options gouvernementales de la gauche.

Il est possible que le texte de la DPP ne soit pas pleinement satisfaisant — il reflète un état d'une discussion qui a enfin été possible alors que trop souvent le parti a mis des voiles pudiques sur ce problème (et que ne cachait-on pas derrière cette fausse pudeur !). Mais il faut aussi lire ce texte dans son ensemble. Nous avons essayé d'en faire un tout ; ce qui est dit dans la 2e partie (unité) s'appuie sur la 3e (amélioration du rapport de forces) et la 4e (élaboration d'un programme de transition). Ceux qui ont entendu Charles Piaget à la Mutualité peuvent se rendre compte que le fil conducteur est le même : il ne s'agit, ni de politique politicienne, ni de volontarisme révolutionnaire : il s'agit de déterminer une politique révolutionnaire.

Michel Mousel ■

AVIS AUX PROMOTEURS

Sous l'intitulé « Gentleman-vidéur », le lecteur du Canard Enchaîné du 23 octobre pouvait découvrir les aventures de l'honorable Monsieur Gazeau, promoteur, du côté de la rue Mouffetard (Paris-Vème). Opéra bouffe sur air de Chant du Départ — avec UDR, RI et requins de la finance — dans le devant de la scène — dans lequel, malheureusement, les locataires ne se sont pas résignés au rôle de figurants. C'est en effet grâce à l'action de l'Association des comités de défense de locataires de Paris que le dossier doit d'avoir été sorti de l'ombre des bureaux administratifs.

Où le locataire docile...

L'immeuble des 7, 9, 11 rue Tournefort et 36 rue Mouffetard, ancienne caserne des Gardes Françaises (XVIIIème siècle, classé) avait de quoi tenter un promoteur. Sa « restauration » (ravalement, réfection des toitures, installation des WC et de l'eau chaude dans chaque appartement) pouvait transformer le soi-disant vieux taudis en une

somptueuse résidence, les appartements à loyers « quarante-huit » (taxés, de 50 à 250 F par mois) en studios « de luxe » à loyers libres (de 700 à 1 300 F) (1)! C'est ainsi que la Société immobilière du Panthéon s'installa sur le terrain.

Petits détails préliminaires à régler, liés l'un à l'autre : l'évacuation des locataires et l'obtention du permis de construire. Tout cela fut organisé de main de maître ; des relogements furent proposés, acceptés. Des locataires poussèrent l'obligeance jusqu'à signer des lettres de remerciement. Il semble même que « certains les aient écrites en totalité de leur main » (2). Le promoteur reconnaissant alla jusqu'à reloger quelques morts.

Une incertitude cependant : l'urbanisme risquait fort de refuser le permis. Certains fonctionnaires scrupuleux s'opposent en effet systématiquement à ce type de permis, dont la seule fonction est de permettre l'éviction des locataires.

Cependant Pompidou mourait. Amusante fantaisie chronologique : la veille de l'élection, le permis était miraculeusement accordé, signé de la main même du préfet Verdier. L'Odyssée de la Société Immobilière du Panthéon semblait toucher à sa fin.

... devient le plus dangereux des gibiers

Mais des vents contraires s'amassaient qui devaient écarter Gazeau des rivages d'Ithaque. Il se trouva que la rue Tournefort était un des bastions de l'ACDL. Cette association, née après mai 68, dans le Vème arrondissement, a aujourd'hui étendu ses activités au plan parisien. Son dynamisme, son esprit inventif, son acharnement dans la lutte forment un contraste saisissant avec le train-train des vieilles associations de locataires : CNL, CGL, FLI, FLA, etc...

Un comité d'immeuble se constitue. Les locataires ferment leur porte à Gazeau. Tous décident de rester sur place, y compris ceux qui avaient déjà accepté d'être relogés. Pourquoi ce revirement ? Ils sentent qu'on

les roule, confusément d'abord, puis sans hésitation : l'ACDL vient de découvrir que les offres de relogement ont été faites dans des immeubles promis à la démolition (3)... Un dossier complet est constitué, soumis au préfet ; des questions écrites sont posées au Conseil de Paris. Aujourd'hui une enquête administrative est en cours, après qu'une délégation de quarante locataires ait été reçue par le préfet.

L'ACDL a livré le dossier à la presse ; elle ne compte pas s'arrêter là. Elle est prête à tout pour obtenir

— l'abrogation du permis
— le rachat de l'immeuble par la Ville et sa restauration au profit des occupants.

A sa modeste échelle, l'affaire de la rue Tournefort peut devenir une véritable affaire LIP du logement.

Section PSU-Paris Vème □

(1) La loi de 1948 ne permet d'expulser les locataires qu'en cas d'obtention préalable d'une autorisation ministérielle d'entreprendre des travaux.

(2) Citation d'une lettre du regretté préfet Verdier à M. Tibéri, député UDR du Vème.

(3) Certains ont été démolis depuis.

« A Markolsheim, les C.W.N. ne s'implanteront pas » tel était le grand titre d'un quotidien alsacien.

Au fait, C.W.N. c'est quoi ? C'est une usine allemande qui fabrique des plastiques ; elle rejette dans l'air des petites parties de plomb (stéarates) qui sont très dangereuses (Voir TS n° 632). Son implantation a été refusée en Allemagne, puis à St-Avold en Lorraine, et maintenant en Alsace à Markolsheim.

Pourquoi cette avalanche de refus ?

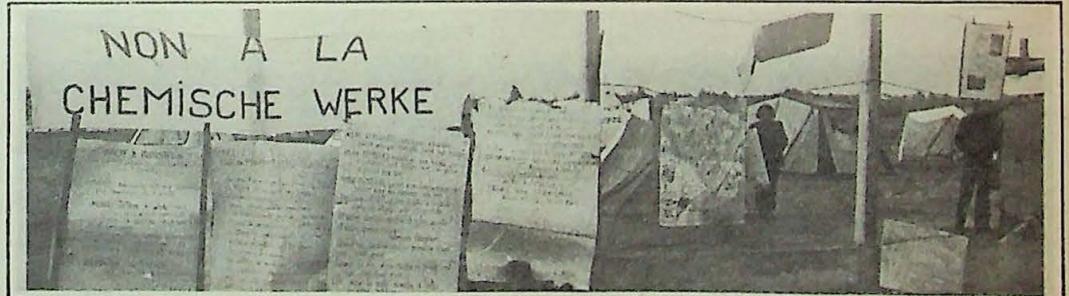
A Stolberg (en Allemagne), en mai 1974, des vaches crèvent dans les prés. On fait des analyses et on découvre que le plomb rejeté en est responsable. On examine les enfants : beaucoup d'entre eux, âgés de 2 à 14 ans, sont déjà gravement atteints. Hobolsen (en Belgique) : plus de cent vaches et des milliers de volailles sont les victimes du plomb. A Notterdam (Allemagne), les journaux titrent : « 12 bovins empoisonnés par le plomb », « 21 fermes touchées », etc...

Chez les enfants atteints, le plomb s'accumule en quantité importante dans les os ; lors de maladies ou d'efforts physiques, il peut arriver à nouveau dans le sang et les organes internes, entraînant des troubles graves.

Pourtant, le Préfet du Bas-Rhin accorde le permis de construire aux C.W.N. contre l'avis du Conseil Municipal, sous réserve de l'approbation gouvernementale. Le docteur Rosenthal, PDG de la firme allemande, pense avoir gagné la bataille. Le Journal d'Alsace du 11 novembre raconte à sa manière la suite des événements : « C'est alors que le Conseil Municipal éclate, que la population dans sa grande majorité fait bloc autour du Mouvement de défense mené avec les gens de bons sens parmi lesquels les paysans, leurs médecins, leur pharmacien, leur dentiste, leur vétérinaire, le directeur de leur collège d'enseignement supérieur et leur curé ; des gens de bons sens qui ont su échapper aux tentatives de noyautage politique... ».

Markolsheim : de la pollution à la politique...

Et puis, toujours selon le Journal d'Alsace, Zorro-Jarrot est arrivé... « Mais il est évident que la visite en Alsace du ministre de la Qualité de la vie a marqué un tournant dans l'affaire de Markolsheim... En toute connaissance de cause, il a finalement opposé son refus à l'implantation des C.W.N. ; il a été suivi. Markolsheim, c'est donc gagné ».



Après une telle analyse il ne reste plus qu'à remercier sagement messieurs les médecins, monsieur le pharmacien, monsieur le curé et naturellement monsieur Jarrot, notre ministre de la Qualité de la vie !

Mais en réalité, que s'était-il donc passé ? Dans un tract distribué quelques jours avant le dénouement, le Comité de Soutien dit tout autre chose. « A force de prétendus emplois, c'est une véritable folie industrielle qui se déchaîne ; et que seront devenus ces emplois quand l'air sera devenu irrespirable, l'herbe remplacée par le béton, les rivières et océans morts, les forêts détruites ? Alors, dans ce triste monde qu'on nous prépare, il ne nous reste plus qu'à crever aussi ».

La population, paysans, médecins, ouvriers, employés, vétérinaire, mères de famille, NE VEUT PAS DE CETTE USINE. Ils occupent le terrain de la C.W.N. pour en empêcher la construction et l'occuperont jusqu'à ce que C.W.N. parte. — Déjà des milliers de personnes sont passées à Markolsheim pour les soutenir.

non au pouvoir

Eh oui, incroyable mais vrai ! Cette bonne et gentille population alsacienne, qui nous avait donné l'habitude de toujours répondre oui au pouvoir établi, a enfin réagi. Face au capital international, face à l'Etat-gendarme qui est le nôtre, face au pouvoir de l'argent, les Alsaciens ont compris que, pour riposter, il y a ce que nous appelons le pouvoir de la base, le pouvoir populaire. Les gens de Markolsheim ont pris le pouvoir municipal qui leur sert à la fois de tremplin et de centre d'information. Ils ont occupé le terrain,

imposé leur propre légalité. Lentement mais sûrement — *langsam aber sicher* — c'est dans notre nature, à nous autres Alsaciens.

Le combat de Markolsheim a été, et reste encore, notre combat à nous tous. Les Alsaciens savent aujourd'hui ce qu'est l'exploitation capitaliste. Ils ne parlent certes pas encore de socialisme, ni d'autogestion, ni de politique ; mais ils font de la politique et c'est cela qui est primordial.

Voilà aussi pourquoi les militants du PSU du Haut-Rhin ont oublié ces derniers temps leur appartenance à telle ou telle tendance et se sont souvenu qu'ils devaient avant tout essayer de devenir des militants actifs et responsables.

Roger Winterhalter ■

Chili en lutte

Tel a été le thème de l'exposition réalisée à Perpignan par la Fédération Catalane du PSU, en liaison avec le MAPU (Mouvement d'Action Populaire Unifié, membre de l'Unité Populaire au Chili).

En dix jours, on enregistre près de 750 visiteurs. Par ailleurs, une vente d'objets artisanaux chiliens, de livres, de revues du MAPU et du PSU, a permis de récolter près de 6 500 francs au bénéfice de la résistance chilienne.



Cette initiative est appréciée à la fois par le MAPU et le PSU comme un succès important. En effet :

— 15 jours avant, un meeting de la gauche (avec le PSU) n'avait réuni que 4 à 500 personnes, la collecte effectuée à cette occasion permettait de recueillir 1 800 francs. Les résultats obtenus par notre initiative, qui dépassent largement ceux de l'initiative unitaire, permettent de mesurer l'ampleur du travail accompli (surtout dans une période « difficile » pour le PSU).

— De plus, ce type d'initiative permet de renforcer la place et le rôle du MAPU à l'extérieur du front uni de la Résistance Chilienne : contrôle ouvrier et populaire, unité tactique avec les organisations réformistes, autonomie stratégique, développement des luttes des travailleurs, mobilisation des masses pour créer les embryons du pouvoir populaire, voici quelques uns des thèmes expliqués par le MAPU au cours de cette exposition et qui permettent de comprendre pour-

quoi le MAPU considère le PSU comme interlocuteur politique privilégié dans notre pays.

Cette exposition (disponible pour les sections et fédérations du PSU qui le désireraient) va être présentée dans les prochaines semaines à Besançon, Montpellier, etc... Peut-être ces camarades du PSU auront-ils, comme nous, l'occasion (et le plaisir !) de voir à l'inauguration de cette exposition les représentants de la gauche et de l'extrême-gauche, côte-à-côte dans la même salle. En tout cas, à Perpignan, c'était la première fois qu'une telle rencontre fut possible. ■

Discussion

Le voyage imaginaire

Un vieux proverbe arabe dit « *préservez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge* ». Apparemment cette maxime ne figure pas dans le petit livre rouge qui fut pendant longtemps, et jusque très récemment, la manne culturelle et politique de la Chine et de ses amis.

Si besoin en était, le compte rendu de voyage paru dans l'avant-dernier TS le prouverait abondamment par son caractère stéréotypé officieux, bref intemporel et inadapté. Une simple parodie de ce qu'est la réalité chinoise.

Pourquoi pas un mot sur la réalité politique de la Chine ; comment fonctionne le Parti, quel est le rôle de l'armée, comment se traduisaient réellement au niveau quotidien les « directives » ?

Que signifient, hors calomnie et hors métaphysique, les liquidations, puis les réhabilitations ?

Pourquoi pas un mot sur la classe ouvrière chinoise ? Où en est l'organisation syndicale, comment est élaboré le plan ? Qui décide des salaires, des cadences, des horaires ? Comment s'opère la représentation populaire ? Comment est assurée la liberté d'expression ? Où en est l'art pictural, musical, théâtral ? Que sont devenus les gardes rouges de Pékin, la garde pourpre de Changai, les comités « commune de Paris de Nankin » ?

Et puis, quand on est un militant anti-impérialiste, on discute des positions internationales. Pourquoi l'URSS est-elle « l'ennemi principal » du peuple chinois ?

Pourquoi avoir reçu de la manière qu'on sait Pompidou et Nixon ?

Pourquoi soutenir plus la bourgeoisie pakistanaise que la bourgeoisie indienne ?

Pourquoi l'absence d'Internationalisme militant pratique ?

Mais évidemment poser toutes ces questions ne serait pas poli pour nos amis chinois.

Où alors vous les avez posées, ces questions, et on ne vous a pas répondu. Alors dites-le ! Le discrédit serait moindre que celui que vous jetez en présentant la Chine comme vous le faites : un pays où ça baigne dans l'huile, où tout va bien et où l'avisé touriste peut voir des usines (pour la première fois ?), des exploitations agricoles et des stèles commémoratives. (Pour ceux que ça intéresse il y a près de 30 000 monuments aux morts en France). Le peuple chinois mérite mieux.

Jacques Thibault

International en bref

Cambodge : US go home

Regardez cette carte : 90 % du territoire libéré par le FUNK, avec 99 % de la population. Une infime poignée de « collaborateurs » autour du fantoche « Lon Nol ». Les USA, qui soutiennent à bout de bras, de leurs dollars et de leurs armes, un régime moribond. Le Cambodge 74 tient en ces trois réalités. Apparemment la France n'a pas encore compris que le GRUNK est bien le seul représentant légitime du peuple cambodgien combattant depuis quatre ans et demi pour son indépendance.

Question : le prochain débat à l'ONU permettra-t-il d'isoler les Etats-Unis et de condamner leur politique d'intervention dans le Sud-Est Asiatique ?



Source : « Le Monde diplomatique » novembre 1974

Makarios veut rentrer

« Je suis le chef de tous les Chypriotes. Pas celui d'une seule communauté ». Ce leitmotiv revient dans toutes les déclarations de Mgr Makarios qui veut rentrer dans son pays. L'OTAN, qui a toujours considéré l'île de Chypre comme une position stratégique, ne l'entend pas de cette oreille. Pas plus que le Pentagone. Raison de plus pour les pays non-alignés du bassin méditerranéen de se concerter pour la sauvegarde de l'indépendance et de l'unité chypriote.

Question : La République de Chypre assassinée en juillet renaîtra-t-elle en décembre ?

Wilson a son Algérie

« Plan d'urgence et chasse à l'homme après la tuerie de Birmingham... Blik terroriste perpétré par les commandos de l'IRA... Tous les Irlandais deviennent suspects... » Ces quelques titres du Progrès de Ly (23 novembre) qui parle de « tueurs sauvages » sont étrangement proches des réactions de la presse bourgeoise lors de l'affaire des Jeux Olympiques de Munich. Le projecteur est braqué sur l'« horrible », l'« odieux », le « crime aveugle », tandis qu'un militant de l'IRA tué par sa propre bombe, Mc Dade, est traité de « sinistre héros ». Dans cette affaire irlandaise, dont la dernière péripétie n'est pas revendiquée par l'IRA, il y a un parti pris anglais de ne pas voir la réalité en face : non une « guerre de religion » mais l'aspiration d'un prolétariat exploité par la bourgeoisie appuyée par l'armée britannique. La Grande-Bretagne a sa guerre d'Algérie.

Question : Wilson en sera-t-il le Guy Mollet ?

A.L. ■

Militants enlevés au Maroc

Abraham Serfaty, un des principaux rédacteurs de la revue marocaine Souffle, et Abdelatef Zeroual, sont des militants marxistes-léninistes. Jugés par contumace au procès de Casablanca d'août 1973, recherchés depuis deux ans et demi, ils ont été enlevés par la police marocaine, les 9 et 5 novembre 1974 à Casablanca, ainsi que Mustapha Slimani, Abdesslem Abouddrar, et une vingtaine d'autres militants. Ces hommes sont en danger de mort. ■



AVORTEMENT La première manche

Nous en avait-on rebattu les oreilles, l'an dernier, de la « hauteur » et de la « qualité » des débats ! Cette fois-ci, en revanche, l'heure est plutôt à la morosité.

Certes, une fois de plus, l'avortement a fait recette au hit-parade du Palais Bourbon. Tout le monde était là, fidèle au poste : ban et arrière-ban de la classe politique et de la genèse journalistique, tribunes du public archibondées.

Certes, une fois de plus, on a eu droit à tout : du ridicule — ces vieilles dames desséchées égrenant leur chapelet devant les portes de l'Assemblée Nationale, sous la pluie, tout au long des débats — à l'odieux — l'enregistrement des battements du cœur d'un fœtus de huit semaines et deux jours et puis, mieux encore, un autre de sept semaines et un jour...

Certes, une fois de plus, les grands ténors ont récité leurs morceaux de bravoure. Un peu comme le bon élève qui se croit obligé de plancher pour soutenir sa réputation, sans fougue ni chaleur excessive. Même Michel Debré (d'un lugubre, cet homme) avait mis un petit bémol à ses trémolos natalistes.

Pour tout dire, le cœur n'y était pas. Non que le sujet ait cessé de susciter les passions. Mais enfin on en avait déjà causé l'an dernier et tout le monde connaissait par avance les différents arguments. Personne, entre temps, n'a changé d'avis « au plus profond de sa conscience » (sic).

Alors on prend les mêmes et on recommence ? Pas tout à fait. Et c'est ce qui explique, pour une part, la morosité ambiante. Ces pauvres députés de la majorité présidentielle, que voulez-vous, ils n'ont pas de chance ! Ils ont sabordé l'an dernier le projet Taittinger et renvoyé en commission un texte jugé trop laxiste et trop permissif : il ne définissait pas

les fameux « cas de détresse » susceptibles d'autoriser l'avortement.

Et voilà que ce Giscard — qu'ils ont élu ! — leur flanque entre les pattes un projet de loi encore plus libéral : il ne fait même plus mention des « cas limites » et va jusqu'à permettre l'avortement pendant les dix premières semaines de grossesse ! Avec, certes, des tas de petits détails qui ne facilitent pas les choses mais qui ne les interdisent pas et ne les sanctionnent plus.

On peut être un député gaulliste, giscardien ou centriste, consciencieux et même obéissant.

C'est bien là l'épine d'un ex-cactus qui reste en travers de bien des gorges parlementaires. D'autant qu'on ne se gêne pas, du côté de l'Elysée et de Matignon, pour répéter — et re répéter — que le projet ne doit pas être édulcoré.

On peut se réfugier dans la bataille des amendements pour essayer de modifier le projet. On peut même, comme M. Foyer, faire la quête des signatures d'irréductibles pour porter l'affaire devant le Conseil Constitutionnel puisque, paraît-il, la loi serait en contradiction avec la Convention internationale des droits de l'homme et la Convention des droits de l'enfant que la France vient de signer. Mais tout ceci, que voulez-vous, a tout de même un léger arrière-goût de combat d'arrière-garde, style dernier carré des anciens combattants.

Quant à la gauche, elle a beau jeu de réclamer une plus grande libéralisation de l'avortement, son remboursement par la Sécurité Sociale, la possibilité de choisir, pour tous les Français, le nombre d'enfants désirés et le moment de les avoir. Il lui est facile, égale-

ment, tout en réclamant une véritable politique en faveur de la famille, de montrer à quel point le pouvoir lui-même la prive de toute possibilité de développement : le pouvoir d'achat des allocations familiales, pour ne prendre qu'elles, a diminué. Elle a derrière elle, dans ce combat-ci, la grande majorité de la population comme le montrent les plus récents sondages. Et ce, à un moment de forte tension sociale.

Nul n'est en mesure, à l'heure actuelle, de prévoir avec certitude quel sera le contenu exact du texte après toutes ces péripéties parlementaires. Mais comme le fait remarquer le PSU dans une « lettre ouverte aux députés », « depuis plusieurs années, les femmes ont montré, par leurs actions, leur détermination au droit de choisir leur maternité et à libérer leur sexualité.

« Ces luttes ont obligé le gouvernement à constater la caducité et l'iniquité de la loi de 1920... Le nouveau projet de loi, dit libéral, ne peut satisfaire ceux et celles qui se sont engagés dans ces luttes...

« Le projet de loi semble considérer l'avortement comme un acte médical, cependant :

— il ne sera pas remboursé par la Sécurité Sociale.

— les médecins seront libres d'agir selon leur conscience !...

« Ce projet de loi, tel qu'il est proposé, — encore susceptible d'être amputé, ne peut être considéré par tous ceux qui se sont battus pour la contraception et l'avortement libres et remboursés, comme réglant définitivement ces problèmes ».

Monique Grima

ARMÉE



Appel pour la libération des soldats emprisonnés

Voici le texte de la pétition de soutien aux soldats emprisonnés et appelant à la constitution d'un Comité de Soutien.

Nous demandons aux lecteurs de TS de signer et de faire signer ce texte dans les délais les plus rapides, sur leurs lieux de travail et d'habitation et de renvoyer les signatures au PSU, qui transmettra.

Le chasseur Jean Fournel du 22e BCA de Nice, signataire de l'Appel des 100, vient d'être

condamné par le Tribunal Permanent des Forces Armées de Marseille à un an de prison dont 6 mois fermes. Les quatre soldats de Friteuse attendent aussi de passer devant le tribunal.

Depuis, trois soldats de Draguignan, signataires de l'Appel des 100, ayant participé à la manifestation des jeunes appelés, ont été arrêtés par la Sécurité Militaire et emprisonnés aux Baumettes à Marseille. Ils passeront incessamment devant le TPFA et risquent une très lourde peine. Il

s'agit du brigadier Pelletier, militant CFDT, du soldat Ravet, et du soldat antillais Taurus.

Agissant ainsi, le gouvernement veut briser la lutte des jeunes soldats qui, notamment à travers l'Appel des 100 (signé aujourd'hui par plus de 4 000 militaires) ou d'autres prises de position, se battent pour obtenir des droits démocratiques élémentaires.

Les soussignés se déclarent solidaires des soldats de Draguignan, comme l'ont été dans tout le

pays, toutes les forces et organisations démocratiques et ouvrières.

Pour obtenir leur libération ainsi que celle de tous les soldats emprisonnés, ils décident de créer un Comité National de Soutien aux soldats de Draguignan et à tous les soldats emprisonnés.

Les soussignés s'engagent à mener dans le pays une large campagne unitaire allant dans ce sens.

Indiquez nom, prénom et profession.